



Rapport Financier Annuel

Période de référence
du 10/2008 au 09/2009 (12 mois)

Exercice 2008/2009



Sommaire

ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS	2
COMPTES SOCIAUX	
ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS	16
COMPTES CONSOLIDES	
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES	47
DU 12 FEVRIER 2010	
RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE	
ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	66
PAR LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE	
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	68
RAPPORT GENERAL SUR LES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDES	

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros

ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS
COMPTES SOCIAUX

Septembre 2009

1 Bilan

BILAN ACTIF	Note	Exercice 2009			Exercice 2008
		Brut	Amort & Prov	Net	Net
Immobilisations Incorporelles	3.3.1	37	25	12	16
Immobilisations Corporelles	3.3.1	2	2	0	0
Immobilisations Financières (1)	3.3.1	65 258	7 056	58 202	60 753
ACTIF IMMOBILISE		65 297	7 083	58 214	60 769
Creances Clients & Cpts Ratt	3.3.2	204		204	383
Creances Diverses	3.3.2	13 291		13 291	19 405
Valeurs Mobilières de Placement (2)	3.3.3	10 504	70	10 434	7 219
Disponibilités		3 079		3 079	184
Charges Constatées d'Avance	3.3.7	15		15	15
ACTIF CIRCULANT		27 093	70	27 023	27 206
TOTAL GENERAL		92 390	7 153	85 237	87 975

(1) Dont Titres de participation pour K€ 63 699 en valeur brute, provision sur titres pour K€ 6 805

(2) Dont actions propres pour K€ 2.420

BILAN PASSIF	Note	Exercice 2009	Exercice 2008
Capital	3.3.4	25 000	12 500
Primes d'Emission, Fusion et apport	3.3.4	3 455	15 955
Réserve Légale	3.3.4	1 250	1 250
Autres Réserves	3.3.4	17 500	14 500
Report a Nouveau	3.3.4	721	647
Provisions réglementées	3.3.4	13	1
Résultat	3.3.4	634	5 216
CAPITAUX PROPRES		48 573	50 069
Provisions pour Risques et Charges	3.3.5	235	348
PROVISIONS		235	348
Emprts & Det.c/o Ets Crdt...(2)	3.3.2	12 099	15 480
Emprunts & Dettes Fin.Divers.	3.3.2	23 815	21 262
Dettes Fournisrs & Cpts Ratt	3.3.2	96	124
Dettes Fiscales et Sociales.	3.3.2	237	279
Dettes sur immobilisations	3.3.2		
Autres	3.3.2	182	413
TOTAL DETTES (1)		36 429	37 558
TOTAL GENERAL		85 237	87 975

(1) Dettes et produits constatés d'avance à - d'un an

26 930

26 721

(2) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques

229

400

Septembre 2009

2 Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Note	Exercice 2009	Exercice 2008
Chiffre d'Affaires Net		1 080	1 212
Reprises s/ Provisions & Transfert de charges		58	16
Autres Produits			
PRODUITS D'EXPLOITATION		1 138	1 228
Autres Achats externes...(*)		558	511
Impots,Taxes & Assimiles		36	36
Charges de Personnel	3.5.1	571	570
Dotations aux Amortis.& Provisions		3	13
Autres Charges		20	20
CHARGES D'EXPLOITATION		1 188	1 150
RESULTAT EXPLOITATION (I)		-50	78
Produits de Participation...(3)		4 133	5 190
Autres Inter.& Prod.Assimil.(3)		358	961
Reprises s/ Provisions & Transfert de charges		65	7
Produits / cessions de valeurs mob. placement		78	480
PRODUITS FINANCIERS		4 634	6 638
Dotations aux Amortis. & Provisions		3 751	
Interets & Charges Assimil...(4)		1 222	1 433
Charges / cessions de val mob placement			
CHARGES FINANCIERES		4 973	1 433
RESULTAT FINANCIER (II)		-339	5 205
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I +II)		-389	5 283
Sur Operations en Capital...		4	180
Reprises sur provisions		44	
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS		48	180
Sur Operations de Gestion...			
Sur Operations en Capital...		134	21
Dotations amortiss et provisions		12	116
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES		146	137
= RESULTAT EXCEPT.	3.4.1	-98	43
Particip. des Salaries...(IX)		0	10
Impots sur les Benefices...(X)	3.4.2	-1 121	100
Total des produits		5 820	8 046
Total des charges		5 186	2 830
BENEFICE OU PERTE		634	5 216

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférents à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

4 482 6 096

482 1 009

Septembre 2009

3 Annexe

3.1 Faits majeurs de l'exercice

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2009, la société a réalisé une augmentation de capital de 12,5 M € par incorporation de la prime d'émission, avec élévation du nominal de 3,32 € à 6,64 €.

3.2 Principes et méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties suivant le mode linéaire :

- Concessions, brevets, licences, logiciels 1 à 10 ans linéaire

3.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisation ne sont pas inclus dans le coût des productions de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Matériel de transport 4 à 10 ans linéaire
- Matériel de bureau informatique 4 à 10 ans linéaire
- Mobilier 15 ans linéaire.

3.2.3 Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation et autres titres immobilisés correspond au coût d'achat hors frais accessoires. Les créances rattachées à des participations sont évaluées à leur coût historique.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur brute. Cette valeur d'usage est appréciée au cas par cas en tenant compte notamment de la situation générale, des perspectives d'activités et de résultats de chacune des sociétés concernées.

3.2.4 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.2.5 Valeurs mobilières de placement

Leur valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire correspondant au cours de clôture est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constatée à la clôture.

Les stocks options sont comptabilisés dans les VMP.

3.2.6 Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur dans la monnaie de référence à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écarts de conversion ». Les pertes latentes de changes non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Septembre 2009

3.2.7 Provision pour risques et charges

Conformément au règlement 2000-06 du C.R.C., les provisions pour risques et charges sont constituées de manière à prendre en compte les obligations de la société à l'égard de tiers, dont il est probable ou certain qu'elles provoqueront une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente, et dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Elles sont évaluées en tenant compte des informations disponibles et le cas échéant après consultations des experts et conseils de l'entreprise.

- Le montant comptabilisé au titre de la provision pour retraite a été évalué suivant la méthode actuarielle dite au prorata "des droits au terme" autrement dénommée "méthode rétrospective des unités de crédit projetées". Aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé à ce titre."

3.2.8 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les éléments de résultat qui ne se rattachent pas aux activités ordinaires de l'entreprise.

Il comprend également les éléments qui, bien que se rattachant aux activités ordinaires, présentent un caractère exceptionnel dans leurs montants et leur survenance.

3.2.9 Impôt sur les bénéfices

La société LACROIX SA (société tête de Groupe) et ses filiales intégrées (toutes détenues à plus de 95%) ont décidé d'opter pour le régime d'intégration fiscale des groupes prévu par les articles 223 et suivants du CGI, en date du 27 septembre 1996, pour 5 ans à compter du 1er octobre 1996. L'option pour l'intégration fiscale a fait l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction à compter du 1er octobre 2001.

L'impôt pris en charge par les filiales est celui qu'elles auraient supporté en l'absence d'intégration fiscale, la mère comptabilisant en résultat les différentiels d'impôts provisoires ou définitifs provenant de l'application du régime.

Au 30/09/2009, le périmètre fiscal intègre les entités suivantes :

Liste des filiales

Kangourou ATS
Kangourou OUEST
Kangourou PACA
Kangourou IDF
Kangourou SUD OUEST
Kangourou Normandie
Kangourou Nord Pas de Calais
Kangourou Rhones Alpes
Kangourou Aquitaine
Lacroix Electronique Solutions
Lacroix Electronique
Lacroix Océan Indien
Lacroix Signalisation
Lacroix Sofrel
Lacroix Trafic
SAAM

Septembre 2009

3.3 Notes sur le Bilan

3.3.1 Variation de l'actif immobilisé, amortissements et provisions

VALEURS BRUTES	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	37			37
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Matériel de bureau, informatique	2			2
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	63 652	48	1	63 699
Prêts et autre immobilisations financières	521	1 038		1 559
TOTAL	64 212	1 086	1	65 297

AMORTIS. & PROVISIONS	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	21	4		25
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Matériel de bureau, informatique	2			2
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations (1)	3 305	3 500		6 805
Prêts et autre immobilisations financières	115	251	115	251
TOTAL	3 443	3 755	115	7 083

(1) Dépréciation des titres de la filiale LACROIX ELECTRONIQUE (Note 3.5.6).

Litige concernant les titres de participation Lacroix Signalisation

Au cours de l'exercice 2005/2006, une enquête a été diligentée par la DGCCRF concernant d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles des principaux acteurs français du marché de la signalisation.

Lors des précédents arrêtés comptes, notre connaissance de la procédure ne nous permettait pas d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à cette enquête. Le 21 novembre 2008, le rapporteur auprès du Conseil de la concurrence, a adressé à la société Lacroix Signalisation ainsi qu'à d'autres sociétés de la profession une notification de griefs relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la signalisation routière verticale.

Depuis, la société Lacroix Signalisation est entrée dans une procédure de non contestation de ces griefs et a pris des engagements auprès de la DGCCRF afin de garantir la conformité des pratiques de la société aux règles de la concurrence. Le groupe n'est toutefois toujours pas en mesure de fonder une approche conduisant à estimer de manière fiable le niveau du risque de sanction encouru par Lacroix Signalisation.

En conséquence, conformément aux dispositions du règlement 2000-06 du CRC, aucune provision n'a été constituée à ce titre dans les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2009.

Septembre 2009

3.3.2 Etat des Créances et des dettes

ETAT DES CREANCES & DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Etat des créances				
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 559	1 559		
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	204	204		
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		0		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices Taxe sur le valeur ajoutée Autres impôts, taxes et assimilés Divers	1 077 32	1 077 32	
Groupe et associés	12 172	12 172		
Debiteurs divers	10	10		
Charges constatées d'avance	15	15		
TOTAUX	15 069	15 069	0	0
Etat des dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires convertibles				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	à 1 an maximum à l'origine à plus d'un an à l'origine	272 11 827	272 2 328	7 735 1 764
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	96	96		
Personnel et comptes rattachés	94	94		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	73	73		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices Taxe sur le valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés	51 19	51 19	0 0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	23 815	23 815		
Autres dettes	182	182		
Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAUX	36 429	26 930	7 735	1 764
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	3 109			

Septembre 2009

3.3.3 Valeurs mobilières de placement

	Exercice 2009	Exercice 2008
Actions propres (1)	2 420	2 420
SICAV	9	54
Placement (2)	8 075	4 745
TOTAL	10 504	7 219
PROVISIONS	70	0
VALEURS NETTES	10 434	7 219

(1) A la clôture de l'exercice les actions propres détenues couvrent la totalité des engagements liés aux stocks options.

(2) Les autres placements constitués de SICAV, de certificats de dépôt et d'autres produits de placement s'élèvent à 8 075 K€ au 30/09/09.

3.3.4 Capital

Le capital social est constitué de 3 766 560 actions pour un montant de 25 000 000 Euros, un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives détenues depuis plus de trois ans par le même actionnaire.

3.3.4.1 Variation des capitaux propres

	Montant Début exercice	Affectation Résultat N-1	Variation	Montant Fin exercice
Capital	12 500		12 500	25 000
Primes	15 956		-12 500	3 456
Réserve légale	1 250			1 250
Autres Réserves	14 500	3 000		17 500
Report à Nouveau	647	75		722
Résultat	5 216	-5 216	633	633
Provisions réglementées	1		12	13
TOTAL	50 070	-2 141	645	48 574

Distribution de dividendes pour 2 141 K€.

3.3.4.2 Variation des actions propres

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Exercice 2009
Ouverture	134 007
Acquisitions	84 278
Cessions	(21 733)
Clôture (1)	196 552

(1) Au 30 septembre 2009 la valorisation boursière ressort à K€ 2 781

Septembre 2009

3.3.5 Etat des Provisions

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
Provisions risques & charges				
- Risques levée stock options	298		65	233
- Indemnités départ retraite	50		48	2
TOTAL	348	0	113	235

La société provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles.

Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation de 4,95 %.

3.3.6 Stocks options

Des options d'achat d'actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédents la date d'octroi. Les options sont subordonnées à l'accomplissement de 4 années de services.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-dessous :

	Exercice 2009		Exercice 2008	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
Ouverture	21.19	89 328	20.92	87 078
Octroyés	17.01	21 000	22.73	12 000
Levées				
Non activable (suite départ)	20.70	(9 000)	20.70	(9 750)
Clôture	20.36	101 328	21.19	89 328

Les attributions de l'année concernent des salariés.

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions en circulation à la clôture de l'exercice sont détaillés ci-après :

Date des plans		Conditions	
Attribution	Début option	Prix d'exercice	Nombre d'actions
nov.-2005	nov.-2009	21.12	18 078
sept.-2006	sept.-2010	21.09	29 250
déc.-2006	déc.-2010	20.70	21 000
févr.-2008	févr.-2012	22.73	12 000
oct.-2008	oct.-2012	17.01	21 000
			101 328

Septembre 2009

3.3.7 Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Exercice 2009	Exercice 2008
Charges exploitation	15	15
Charges financières		
Total	15	15

Charges à payer

	Exercice 2009	Exercice 2008
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	43	143
Dettes fiscales et sociales	157	195
Autres dettes	183	123
Total	383	461

Produits à recevoir

	Exercice 2009	Exercice 2008
Clients, factures à établir	14	10
Intérêts courus	4	
Total	18	10

3.3.8 Postes du bilan concernant les entreprises liées

	Exercice 2009
Immobilisations financières (1)	63 699
Créances	12 376
Dettes	23 987

(1) montant brut pour lequel il existe une provision de 6 805 K€. (note 3.3.1)

Septembre 2009

3.4 Notes sur le Résultat

3.4.1 Détail de charges et produits exceptionnels

	Exercice 2009
Pénalités	
Cessions immobilisations financières	
Mali sur rachat d'action	134
Dotations amortissements dérogatoires	11
Provision valeur mobilières placements	
Total Charges	145
Cessions immobilisations financières	
Boni sur rachat d'action	3
Reprise provision risques et charges	44
Reprise amortissements dérogatoires	
Total Produits	47
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-98

3.4.2 Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt	Après Impôt
RESULTAT COURANT	-388		-388
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-98		-98
PARTICIPATION			0
INTEGRATION FISCALE : économie d'impôt		1 120	1 120
RESULTAT NET	-486	1 120	634

3.4.3 Sociétés intégrées fiscalement

La société est tête de groupe d'un périmètre fiscal. La liste des entités membres de ce périmètre est présentée en note 3.2.9

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt théorique, en l'absence d'intégration fiscale, est une économie de 803 K€.

Septembre 2009

3.4.4 Charges et produits concernant les entreprises liées

	Exercice 2009
Charges d'exploitation	144
Charges financières	482
Produits d'exploitation	1 080
Produits financiers	4 482
Charges exceptionnelles	0
Produits exceptionnels	0

3.4.5 Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

NATURE	Ouverture		Variations		Cloture	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
I. Décalages certains ou éventuels						
<i>Charges non Déductibles temporairement</i>						
Provision pour impôts						
Indemnités départ retraite	16		-15		1	
Autres						
II. Impact des éléments à imputer (antérieur à l'intégration fiscale)						
Amortissements réputés différés						
Déficits reportables						
Moins value à Long Terme						
III. Régime de l'intégration fiscale						
Amortissements réputés différés						
Déficits reportables						
Moins values nettes à Long Terme						
IV. Eléments de Taxation Eventuelle						
Plus value en sursis d'imposition (titres)						0
Montant de la Réserve Spéciale des						
Plus- Values à Long Terme (base d'impôt)						

L'impact des plus values à long terme à la clôture est évalué au taux de 0 % ,

Septembre 2009

3.5 Renseignements divers

3.5.1 Effectifs

L'effectif moyen hors mandataire pour l'exercice s'est élevé à 2 personnes (cadres).

3.5.2 DIF

Les droits acquis au titre du plan individuel à la formation sont :

	Exercice 2009
Droits acquis à l'ouverture	110
Droits acquis sur la période	40
Droits consommés	0
Autres variations	
Droits acquis à la clôture	150

3.5.3 Identification de la société consolidante

VINILA Investissements
SA au capital de 50 000 Euros
n°SIRET : 354 034 993 00023

3.5.4 Engagements financiers

	Exercice 2009
Avals et cautions donnés aux filiales	1 066
Dettes garanties par des suretés réelles	100
Effets escomptés non échus	0
Engagement de rachat d'actions	738

3.5.5 Rémunération des Dirigeants

Les rémunérations versées, au titre de l'exercice, aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance, à raison de leurs fonctions dans la société s'élèvent à 411 K€.

Septembre 2009

3.5.6 Filiales et participations

	Capital social	Autres capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis non remboursés	Montant des cautions & avals donnés	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes Encaissés au cours de l'exercice	Observations
				Brute	nette						
1. Filiales détenues à plus de 50%											
LACROIX SIGNALISATION	14 250	33 001	99.92%	13 606	13 606			65 118	3 030	999	
LACROIX SOFREL	5 500	5 285	97.39%	13 122	13 122			21 319	2 789	3 123	
LACROIX ELECTRONIQUE	34 000	-1 850	99.99%	36 959	30 154	11 950		58 536	-1 962		
LACROIX IIII	10		100.00%	10	10						3 MOIS
2. Participations détenues entre 10 et 50 %											
3. Participation inférieure à 10 %											
TOTAL				63 697	56 892	11 950				4 122	

3.5.7 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement n'est intervenu durant la période.

ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS
COMPTES CONSOLIDES

Septembre 2009

1 Bilan consolidé

Actif	Note n°	Exercice 2009 12 mois	Exercice 2008 12 mois
Actifs non courants			
Goodwill	8.1	9 764	13 083
Immobilisations Incorporelles	8.2	2 492	3 571
Immobilisations Corporelles	8.3	45 720	49 995
Actifs financiers non courants	8.4	506	544
Titres mis en équivalence	8.5	257	702
Actifs d'Impôt différé	8.20	2 556	2 182
Total des actifs non courants		61 295	70 078
Actifs courants			
Stocks et en-cours	8.7	36 200	50 058
Créances clients	8.8	65 511	75 943
Autres créances	8.9	6 882	5 937
Trésorerie et équivalents	8.10	14 340	10 847
Total des actifs courants		122 933	142 786
Actifs des activités destinées à être cédées			3 117
TOTAL DE L'ACTIF		184 227	215 980

Passif	Note n°	Exercice 2009 12 mois	Exercice 2008 12 mois
Capitaux propres			
Capital	8.11	25 000	12 500
Primes		3 455	15 955
Réserves consolidées		54 956	49 184
Résultat consolidé		214	11 704
Capitaux propres (part du groupe) :	4	83 625	89 344
Intérêts minoritaires :	4	557	3 542
Total des Capitaux propres		84 182	92 886
Passifs non courants			
Autres fonds propres		239	310
Provisions non courantes	8.12	8 057	6 783
Dettes financières à long terme	8.13	22 219	25 697
Passifs d'Impôt différé	8.20	3 704	2 875
Total des Passifs non courants		34 219	35 664
Passifs courants			
Dettes financières à court terme	8.13	18 695	25 714
Dettes fournisseurs	8.14	24 235	36 089
Autres dettes	8.14	22 897	24 502
Total des Passifs courants		65 826	86 305
Passifs des activités destinées à être cédées			1 125
TOTAL DU PASSIF		184 227	215 980

Septembre 2009

2 Etat du Résultat Global

2.1 Compte de Résultat Consolidé

P&L	Note n°	Exercice 2009 12 mois	Exercice 2008 12 mois
Chiffre d'affaires	8.15	239 000	247 050
Autres produits de l'activité		144	375
Achats consommés		(100 811)	(112 848)
Charges de personnel	8.16	(73 341)	(68 400)
Charges externes		(39 401)	(40 293)
Impôts et taxes		(4 824)	(4 319)
Dotations aux amortissements et provisions	8.17	(7 354)	(6 533)
Variations de stocks et de produits en cours		(4 530)	3 258
Autres produits et charges courants		(13)	4
Résultat opérationnel courant	9.2	8 870	18 293
Autres produits et charges opérationnels	8.18	(3 203)	1 124
Résultat opérationnel		5 666	19 417
Charges et produits financiers	8.19	(2 507)	(1 290)
Charges d'impôts	8.20	(2 904)	(5 928)
Mise en équivalence	8.5	37	52
Résultat net		293	12 251
Résultat net - Part des minoritaires	4	79	546
Résultat net - Part du groupe		214	11 704
Résultat par action			
Résultat de base par action (en €)		0.06	3.22
Résultat dilué par action (en €)		0.06	3.14

2.2 Etat du Résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres

P&L	Note n°	Exercice 2009 12 mois	Exercice 2008 12 mois
Résultat net		293	12 251
Ecarts de conversion		(1 976)	1 009
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		(379)	470
Ecarts actuariels sur les régimes de prestations définies		98	48
Total des gains et des pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres (1)		(2 257)	1 527
Résultat net et Gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres	4	(1 964)	13 778
Dont part du Groupe		(2 043)	13 231
Dont part des Intérêts minoritaires		79	547

(1) Montant Net d'impôt

Septembre 2009

3 Tableau des flux de trésorerie

	Note n°	Exercice 2009 12 mois	Exercice 2008 12 mois
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
Résultat de l'ensemble consolidé		293	12 251
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions	(1)	10 556	5 157
- Variation des impôts différés		809	367
- Plus-values de cession, nettes d'impôt		(989)	(641)
- Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		(37)	(52)
- Charges et produits calculés liés aux stock-options		211	190
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		10 843	17 270
Ecart de conversion sur la Marge brute d'autofinancement			
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			50
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		9 184	(5 388)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		20 026	11 932
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations		(4 053)	(9 220)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt		1 172	1 007
Subventions d'investissement			
Incidence des variations de périmètre		260	(11 433)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(2 621)	(19 646)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires		(2 496)	(2 894)
Augmentations de capital en numéraire			
Variation des autres fonds propres		(1 295)	498
Emissions d'emprunts		1 228	12 942
Remboursements d'emprunts		(10 461)	(9 066)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(13 024)	1 481
Variation de trésorerie		4 381	(6 234)
Trésorerie d'ouverture		(1 260)	5 529
Trésorerie de clôture	8.10	3 949	(1 260)
Incidence des variations de cours des devises		(827)	555

(1) Dont impact de la dépréciation des Goodwill, dans le cadre des impairment tests pour K€ 4 123 (Note 8.1)

Septembre 2009

4 Variation des Capitaux propres

Situation à la clôture	Capital	Primes	Réserves consolidées (1)	Résultat de l'exercice	Autres		Total Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL capitaux propres
					Ecart de conversion (2)	Titres de l'entreprise consolidante			
Exercice 30/09/2007	12 500	15 955	39 808	12 907	472	(2 546)	79 096	382	79 478
Affectation du résultat 2007			12 907	(12 907)					
Distributions de Dividendes			(2 894)				(2 894)		(2 894)
Variation des actions propres			43			(392)	(348)		(348)
Changements de méthodes de consolidation								2 695	2 695
Stocks option			190				190		190
Résultat net de l'exercice 2008				11 704			11 704	546	12 250
Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres			518		1 009		1 527		1 527
Résultat net et Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres			518	11 704	1 009		13 231	546	13 777
Autres mouvements			69				69	(81)	(13)
Exercice 30/09/2008	12 500	15 955	50 640	11 704	1 481	(2 938)	89 344	3 542	92 886
Affectation du résultat 2008			11 704	(11 704)					
Distributions de Dividendes			(2 232)				(2 232)	(265)	(2 497)
Variation des actions propres			(132)			(961)	(1 093)		(1 093)
Changements de méthodes (5)			465				465		465
Stocks option (3)			211				211		211
Résultat de l'exercice 2009				214			214	79	293
Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres			(281)		(1 976)		(2 257)		(2 257)
Résultat net et Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres			(281)	214	(1 976)		(2 043)	79	(1 964)
Autres mouvements (4)	12 500	(12 500)	(1 026)				(1 026)	(2 800)	(3 826)
Exercice 30/09/2009	25 000	3 455	59 350	214	(495)	(3 898)	83 625	557	84 182

(1) Dont Réserves légales, réglementées, autres réserves et report à nouveau pour K€ 19 472

(2) L'écart de conversion est essentiellement lié à la Pologne.

(3) Correspond à l'étalement de la charge sur plan de SO

(4) Principaux impacts des « autres mouvements » pour la part Groupe

- Mouvement sur le capital de l'entité consolidante (Note 8.11.1)

- Correction d'erreur pour K€ -271 (Retraitement du niveau de marge sur stocks)

- Engagement de rachat par le Groupe d'actions de l'entité LACROIX SOFREL pour K€ -738 (Note 8.12.1)

La variation des minoritaires correspond principalement à l'impact de l'opération SDS / SECTRA (Note 7.2.2)

(5) Impact du changement de méthode quant à la reconnaissance du chiffre d'affaires (Note 7.1)

Septembre 2009

5 Liste des sociétés consolidées

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société et forme juridique	N° Siren	Siège social	Périmètre Fiscal	Exercice 2009		
				Méthode consolidation	% contrôle	% intérêt
SOCIETE CONSOLIDANTE						
LACROIX S.A.	855 802 815	St Herblain	1	MERE	100.00%	100
SOCIETES INTEGREES						
BRANCHE SIGNALISATION						
LACROIX SIGNALISATION	409 065 984	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU ATS	344 679 022	Strasbourg	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU IDF	340 835 479	Herblay	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU NORMANDIE	492 337 555	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU OUEST	478 588 700	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU PACA	439 903 576	Marseille	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU RHONE ALPES	492 139 472	Vault en Velin	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU SUD OUEST	478 583 875	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX OCEAN INDIEN	343 852 836	Le Port	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX MAYOTTE	497 884 031	Mamoudzou		IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU NORD PAS DE CALAIS	492 337 571	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU AQUITAINE	498 992 163	Artigues	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX TRAFIC	443 342 746	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX CITY	512 538 265	Saint Herblain		IG	100.00%	99.85%
SOCIETE DES SIGNALISATIONS	301 331 435	Artigues		IG	100.00%	99.85%
SAAM	861 200 574	Saint Eloy mines	1	IG	100.00%	98.10%
NORTE INDUSTRIAL	A48 042 303	ESPAGNE		IG	100.00%	99.85%
LACROIX SENALIZACION	A12 329 827	ESPAGNE		IG	100.00%	99.85%
LACROIX 3	512 996 851	Saint Herblain		IG	100.00%	99.85%
LACROIX 4	514 345 602	Saint Herblain		IG	100.00%	100.00%
ATLAS	695 821 322	Cannes		ME	23.33%	23.30%
LTI SUD EST	383 076 684	Carros		IG	100.00%	3.98%
COTEAU	392 915 138	Sautron		IG	100.00%	4.00%
BRANCHE TELEGESTION						
LACROIX SOFREL	409 065 810	Vern sur Seiche	1	IG	100.00%	99.98%
SOFTEC	405 249	ITALIE		IG	100.00%	99.98%
SOFREL ESPANA	ESA81573113	ESPAGNE		IG	100.00%	99.98%
BRANCHE ELECTRONIQUE						
LACROIX ELECTRONIQUE	409 064 151	Vern sur Seiche	1	IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONICS	RHB11614	POLOGNE		IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONIQUE TUNISIE		TUNISIE		IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONIQUE SERVICE TUNISIE		TUNISIE		IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONICS GmbH		ALLEMAGNE		IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONIQUE SOLUTIONS	378 445 647	Vern sur Seiche		IG	100.00%	100.00%

Méthodes de Consolidation

IG : Intégration globale - ME : Mise en Equivalence

- (1) Sociétés clôturant au 31 décembre
- (2) Société SNU, en Pologne, non consolidée mais dont le crédit bail, représentant sa seule activité, est retraité dans la société Lacroix Electronics depuis 8 ans.
- (3) Sociétés créées sur l'exercice
- (4) Entités Ad' hoc
- (5) Changement de dénomination sociale
- (6) Opération SDS / SECTRA (Confère Note 7.2.2)

Septembre 2009

6 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

6.1 Informations générales sur l'entreprise

Cotée sur l'Eurolist, Compartiment C, LACROIX SA est une société anonyme de droit français.

Les activités et l'organisation du groupe sont présentées dans le rapport de gestion.

6.2 Référentiel comptable

6.2.1 Principes généraux

Les comptes annuels sont présentés pour la période close au 30 septembre 2009 en appliquant la totalité des normes IFRS publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne

Le Groupe a appliqué par anticipation au 1er octobre 2008 :

- La norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Cette norme n'a pas d'impact sur l'information sectorielle fournie dans la mesure où l'information fournie était déjà alignée sur les secteurs suivis opérationnellement par le management.
- La norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers », le Groupe a opté pour la présentation de deux états distincts : un état détaillant les composantes du résultat net « Compte de Résultat Consolidé » et un état détaillant les pertes et gains comptabilisés directement en capitaux propres.

Les autres normes, amendements et interprétations IFRS suivants n'ont pas d'impact sur les comptes :

- IFRS 2 amendée « Paiement fondé sur des actions », IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts », IAS 32 amendée « Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation », IFRIC 12 « Accords de concession de services », IFRIC 13 « Programme de fidélisation clientèle », IFRIC 14 « Plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies ».

En application de la norme IAS1, nous rappelons les options de première application prises par le Groupe lors de la transition aux IFRS :

- Regroupements d'entreprises. Les opérations de regroupement d'entreprises antérieures au 1er octobre 2004 ne sont pas retraitées.
- Réévaluation en juste valeur à la date de transition. La possibilité d'utiliser la juste valeur comme coût historique à la date de transition n'a pas été retenue par le groupe.
- Paiements en actions : La possibilité de ne pas retraiter les plans de stock options émis avant le 7 novembre 2002 n'a pas été retenue.
- Ecart actuariel : Conformément à l'exception prévue par l'IFRS 1, les écarts actuariels cumulés à la date de transition ont été comptabilisés en capitaux propres d'ouverture.
- Instruments financiers : Les normes IAS 32 et 39 ont été appliqués à compter du 1er octobre 2004.

6.2.2 Présentation des états financiers

Sont considérés comme « actifs courants », les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation, ou dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les « dettes courantes » sont constituées des dettes échues au cours du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Les autres actifs ou dettes sont considérés comme « non courants ».

6.3 Utilisation des estimations

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction du groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du

Septembre 2009

changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

6.4 Modalités de consolidation

6.4.1 Méthodes de consolidation

Filiales du groupe :

- Une filiale est une entité contrôlée par le groupe. Le contrôle existe lorsque le groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Entreprises associées :

- Les entreprises associées sont les entités pour lesquelles la société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les entreprises associées et les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises mis en équivalence.

Méthodes appliquées au groupe :

- Au 30 septembre 2009, les sociétés du groupe sont contrôlées de façon exclusive par LACROIX SA, à l'exception de l'entité ATLAS consolidée selon la méthode de mise en équivalence.
- Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle effectif est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à compter de leur date de cession.

Le périmètre de consolidation et la liste des filiales sont présentés en note 5.

6.4.2 Méthodes de conversion des comptes des sociétés étrangères

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis :

- Pour le bilan au cours de la devise étrangère à la clôture
- Pour le compte de résultat au cours moyen de clôture.

- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres sous la rubrique « Ecarts de conversion »

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération. Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère, sont enregistrés au compte de résultat.

6.4.3 Élimination des opérations intragroupe

Conformément à la réglementation, les soldes bilantiels, les produits et les charges latents résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains et les pertes latentes découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence.

6.4.4 Regroupements d'entreprises

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation, qu'il convient d'effectuer au moins une fois par an et plus souvent lorsque des événements ou des circonstances font apparaître des indices de perte de valeur.

Des tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (U.G.T). Ils consistent à comparer la valeur comptable de l'U.G.T. à sa valeur recouvrable.

- La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

Le Groupe a mis en place une méthodologie de test fondée sur la méthode DCF (Discounted Cash Flows) à partir de Business Plans établis pour chaque branche d'activité (cette dernière correspondant à la notion d'U.G.T.)

Les paramètres suivants ont été appliqués pour la réalisation, sur l'exercice, des tests de dépréciation :

- Taux d'actualisation de 9.75%.
- Cash-flows calculés sur des plans à 3 ans (excepté pour la branche Electronique : 9 ans)
- Taux de croissance à l'infini de 2%

Septembre 2009

6.5 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe sont les suivants :

6.5.1 Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué de cumul des amortissements, et des éventuelles pertes de valeur.

6.5.1.1 Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges.

Concernant les frais de développement, le Groupe a élaboré une procédure de suivi des frais permettant de recenser toutes les informations utiles pour l'identification, la valorisation et le suivi des dépenses.

Lorsque les dépenses qualifiées de développement satisfont aux critères d'activation, elles sont activées. Dans le cas contraire, elles sont comptabilisées en charges.

6.5.1.2 Amortissement et dépréciation

Les actifs incorporels immobilisés ont une durée de vie déterminée. L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

	Durée
Concessions, brevets, licences	3 à 10 ans
Logiciels	3 à 10 ans

Ils font l'objet de test de perte de valeur lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

- Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie font l'objet de tests de dépréciation annuels. Les tests de dépréciation sont faits sur la base des cash-flows futurs actualisés.

6.5.2 Immobilisations corporelles

6.5.2.1 Actifs corporels non courants

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles ou à leur coût de production pour la partie produite par le groupe.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.

6.5.2.2 Amortissement et dépréciation

L'amortissement est comptabilisé comme charge de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

	Durée
Aménagements sur terrains	5 ans
Constructions d'exploitation	20 à 40 ans
Installations et agencements des constructions	10 à 12 ans
Matériel et outillage	8 à 15 ans
Installations et agencements du matériel	8 à 15 ans
Matériel de transport	3 à 8 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 15 ans

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de « perte de valeur » lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Ainsi, lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à son montant recouvrable estimé, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

6.5.3 Contrats de location financement

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués.

Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la durée d'utilité, correspondant le plus souvent à la durée du contrat.

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

6.5.4 Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : les actifs de transaction, les prêts et créances, les actifs disponibles à la vente.

- Les investissements financiers non consolidés sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de valeur, positives ou négatives, sont enregistrées en capitaux propres en « réserve de réévaluation ». En

Septembre 2009

cas de perte de valeur jugée définitive, une provision pour dépréciation de ce montant est enregistrée en résultat financier.

- Les placements financiers (valeurs mobilières) sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.
- Les prêts et créances sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat.

6.5.5 Gestion des risques financiers

Couverture de change et de taux :

- Les opérations de couverture font l'objet d'une analyse par un expert indépendant de manière à assurer un traitement conforme aux normes IAS 32 et IAS 39 dès lors qu'elles présentent un caractère significatif.

6.5.6 Stocks et travaux en-cours

Les stocks et encours de production sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le coût de revient est déterminé selon la méthode "premier entré, premier sorti". Ce coût inclut notamment les coûts de matière et de la main d'œuvre directe ainsi que les charges indirectes strictement imputables à la production.

Les marges internes incluses dans les stocks sont éliminés dans le résultat consolidé.

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation.

6.5.7 Créances clients

Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur juste valeur. Les créances étant d'une maturité inférieure à un an, elles ne sont pas actualisées. Elles font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation en fonction de leur probabilité de recouvrement à la clôture.

6.5.8 Disponibilité et Trésorerie

Le poste « Disponibilités » comprend les disponibilités bancaires et les placements immédiatement disponibles.

Les découverts bancaires sont inclus dans les emprunts parmi les dettes à court terme au passif du bilan.

6.5.9 Capital et réserves

Lorsque le Groupe rachète ou vend ses propres actions :

- Le prix payé incluant les frais afférents à leur acquisition nets de taxes est déduit des capitaux propres dans le poste « actions propres » jusqu'à leur cession.
- Au moment de leur cession, la plus ou moins value réalisée est comptabilisée dans les capitaux propres.

6.5.10 Subventions publiques

Les subventions sont intégrées dans les comptes, lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- Le groupe se conformera aux conditions attachées aux financements.
- Les subventions seront reçues.
- Pour les subventions publiques liées à des actifs, le Groupe a retenu de présenter le financement en minoration de la valeur de l'actif associé.

6.5.11 Provisions pour risques et charges

Lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et s'il est possible d'estimer de manière fiable le montant de l'obligation, alors le Groupe comptabilise une provision.

6.5.12 Avantages du personnel

Indemnités de départ à la retraite :

- Le Groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuair indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation de 4.95%.
- Ces évaluations tiennent compte notamment du niveau de rémunération future, de la durée d'activité probable des salariés, de l'espérance de vie et de la rotation du personnel.

Septembre 2009

- La valeur actualisée des engagements ainsi évalués est comptabilisée au bilan, déduction faite de la juste valeur des actifs versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers.
- Les gains et pertes actuariels, qui résultent principalement des modifications d'hypothèses actuarielles et de la différence entre les résultats estimés selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs, sont comptabilisés en intégralité en contrepartie des capitaux propres.
- Le coût financier et le coût des services rendus sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Paiements fondés sur des actions :

- Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat en contrepartie des réserves sur la période d'acquisition (4 ans) des droits d'exercice pour les salariés.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes. La charge est répartie sur la période d'acquisition en contrepartie d'une augmentation des réserves.

6.5.13 Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des commissions afférentes.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée en dettes financières courantes

6.5.14 Impôts courants et différés

Un impôt différé est calculé pour toutes les différences temporaires existantes entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs. Le taux d'impôt utilisé est celui que le Groupe s'attend à payer ou à recouvrer auprès des administrations fiscales et qui a été adopté ou quasi adopté à la date d'arrêt des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs.

Les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale. A ce titre, un périmètre d'intégration fiscale est en vigueur dans le groupe.

- Groupe LACROIX SA

Le périmètre fiscal est détaillé en note 5.

Taux d'impôt par pays :

	Exercice 2009
Allemagne	30.18%
Espagne	30 à 35%
France	33.33%
Italie	33.00%
Pologne	19.00%
Tunisie (1)	

(1) Exonération temporaire jusqu'en 2015

6.5.15 Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable.

6.5.16 Résultats par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions achetées par la société et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat net par action (dilué) est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

- Le groupe dispose d'une catégorie d'instrument dilutif : les stocks options.

6.5.17 Information sectorielle

L'information sectorielle du Groupe est présentée selon la notion de secteur d'activité. Le choix de ce niveau et sa décomposition reflètent le mode d'organisation du Groupe et les différences de risques et de rentabilité.

- Le secteur d'activité constitue le seul niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu les 3 principaux secteurs d'activités suivants :
 - Signalisation
 - Télégestion
 - Electronique

7 Comparabilité des comptes

7.1 Changements comptables

Un changement de méthode comptable a été constaté quant à la « reconnaissance des revenus » sur une des entités de la branche Signalisation (LACROIX TRAFIC)

- La mise en place d'outils de suivi permet, aujourd'hui, au Groupe de dégager le chiffre d'affaires selon la méthode de l'avancement sur les produits des activités ordinaires correspondants.
- L'impact net d'impôts différés passé dans les capitaux propres consolidés est K€ 465 (Note 4)

7.2 Variations de périmètre

- L'exercice a été caractérisé par les opérations juridiques suivantes :

7.2.1 Entrées de périmètre

Création de filiales sur la branche Signalisation :

- LACROIX CITY (gestion de l'activité Mobilier urbain)
- LACROIX III et LACROIX IV

7.2.2 Cession de Titres de participation

Opération SDS / SECTRA (Branche Signalisation)

Début avril 2008, le Groupe a pris le contrôle des organes de direction de sa filiale SDS (SOCIETE DES SIGNALISATIONS) qui possédait un lien de détention dans SECTRA à 100%

- Cette situation avait impacté directement la méthode d'intégration des deux entités qui précédemment étaient consolidées sous forme d'intégration proportionnelle et qui, à compter du 1er avril 2008, ont été intégrées selon la méthode globale.

Entre la date de clôture de l'exercice 2007 / 2008 et la date d'arrêt des comptes, le Groupe est entré en discussion pour l'acquisition de la totalité des titres de SDS et la cession de 100% des titres SECTRA détenus par SDS. L'opération a été finalisée et réalisée sur le début décembre 2008.

- A ce titre et en application de la norme IFRS 5, les actifs et les passifs de cette société avaient été regroupés sur une ligne spécifique du bilan.
- Le résultat de cession consolidé, de l'entité SECTRA, est K€ 712 (Note 8.18)

Par ailleurs, le Groupe a cédé la totalité de sa participation dans l'entité LEONE, société qui était consolidée selon la méthode de mise en équivalence.

- Le résultat de cession consolidé est K€ 43 (Note 8.18)

Septembre 2009

7.2.3 Restructuration interne

Au cours de l'exercice, les opérations suivantes ont été opérées :

7.2.3.1 Augmentation de capital

- Société mère LACROIX SA.
 - Par décision lors de l'AGE du 18 mars 2009, le capital à été porté de 12 500 K€ à 25.000 K€ par incorporation de la prime d'émission, avec élévation du nominal de 3.32 € à 6.64 €
- Branche Signalisation
 - Dans le cadre du déploiement de ses activités de service, la filiale KANGOUROU AQUITAINE, entité précédemment sans activité, a changé de dénomination sociale (Ex KANGOUROU III), et son capital à été porté de K€ 37 à K€ 100.
- Branche Electronique
 - Recapitalisation des filiales LACROIX ELECTRONIQUE TUNISIE et LACROIX ELECTRONICS GmbH (Ex PREHTRONICS) par le Groupe, respectivement, à hauteur de K€ 1 581 et K€ 1 000.

7.2.3.2 Apport partiel d'actifs

- Branche Signalisation
 - La société SDS a apporté son activité de fabrication et de vente de panneaux de signalisation vers l'entité LACROIX SIGNALISATION. Cette opération a donnée lieu à la création de titres, en rémunération d'un actif net apporté pour K€ 1 383.
- Branche Electronique
 - LACROIX ELECTRONIQUE France a réalisé un apport partiel d'actif de son activité Bureau d'Etudes vers sa filiale LACROIX ELECTRONIQUE SOLUTIONS (Ex THARSYS). Cette opération a donnée lieu à la création de titres, en rémunération d'un actif net apporté pour K€ 130.

7.2.3.3 Autres opérations

- EMAILLERIE DES ALPES
 - Opération de fusion avec effet rétroactif à l'ouverture dans LACROIX SIGNALISATION.

7.2.4 Changements de méthodes de consolidation

Aucun changement de méthode de consolidation sur la période.

7.3 Acquisitions ou cessions de participations post-clôture

Aucune opération de ce type entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêté des comptes.

Septembre 2009

8 Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

Sauf cas contraire, les montants sont exprimés en K€.

8.1 Goodwill

Entreprises concernées	Valeur brute			Dépréciation			Valeur nette	
	Ouverture	Variation	Clôture	Ouverture	Dotation	Clôture	Ouverture	Clôture
Branche SIGNALISATION	3 391		3 391				3 391	3 391
Branche TELEGESTION	1 487		1 487				1 487	1 487
Branche ELECTRONIQUE (1)	10 073	804	10 876	1 868	4 123	5 991	8 205	4 886
Total	14 951	804	15 755	1 868	4 123	5 991	13 083	9 764

(1) La variation s'explique par l'ajustement (dans le délai de régularisation) de l'écart d'acquisition sur les filiales LACROIX ELECTRONICS GmbH (ex PREHTRONICS) et LACROIX ELECTRONIQUE SOLUTIONS (ex THARSYS), respectivement entées dans le périmètre en juillet 2008 et fin septembre 2008

Le Groupe a procédé à la réalisation d'impairment test lors de la clôture, suite à l'actualisation des business plans au cours du deuxième semestre. Sur la base des valorisations des UGT obtenues, une dépréciation a été pratiquée sur la branche électronique.

La Note 6.4.4 présente les paramètres appliqués pour la réalisation des tests de dépréciation.

8.2 Immobilisations incorporelles

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes							
Frais d'établissement	13	1	(5)				9
Frais de recherche et développement (1)	634					(545)	89
Concessions, brevets, licences, logiciels	2 970	195	(77)		(2)		3 087
Concess, brevets et logiciels en crédit-bail	2 926						2 926
Droit au bail	9						9
Autres immobilisations incorporelles	1 664	181			(78)	(247)	1 520
Avances et acomptes versés	68	8	(56)		(2)	(3)	15
Total	8 284	385	(138)		(81)	(795)	7 655
Amortissements et provisions							
Frais d'établissement	(8)	(2)	3				(6)
Frais de recherche et développement (1)	(89)						(89)
Concessions, brevets, licences, logiciels	(2 045)	(385)	77				(2 353)
Concess, brevets et logiciels en crédit-bail	(1 306)	(146)					(1 452)
Droit au bail							
Autres immobilisations incorporelles	(1 266)	(108)			54	56	(1 263)
Avances et acomptes versés							
Total	(4 713)	(641)	81		54	56	(5 163)
Total Immobilisations incorporelles nettes	3 572	(256)	(58)		(27)	(739)	2 492

(1) Les K€ 545 concernent l'ajustement du goodwill opéré sur la branche électronique (Note 8.1)

Septembre 2009

8.3 Immobilisations corporelles

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes							
Terrains	2 595	5			(3)		2 598
Terrains en crédit-bail	596				(22)		574
Constructions	25 405	217	(258)		(355)	21	25 030
Constructions en crédit-bail	10 330				(914)		9 417
Installations techniques, mat. & out.	34 043	1 378	(770)		(1 101)	1 395	34 945
Instal, mat. & out. en crédit-bail	8 077		(250)		(322)		7 506
Autres immobilisations corporelles	12 292	776	(503)		(161)	351	12 755
Autres immo. corp. en crédit-bail							
Immobilisations corporelles en cours (1)	934	813	(25)			(1 520)	202
Avances et acomptes	28						28
Total	94 300	3 189	(1 805)		(2 878)	247	93 054
Amortissements							
Terrains	(90)	(20)					(110)
Terrains en crédit-bail							
Constructions	(8 136)	(1 005)	257		37		(8 846)
Constructions en crédit-bail	(4 121)	(364)			297		(4 188)
Installations techniques, mat. & out.	(18 877)	(3 019)	1 011		392	(36)	(20 530)
Instal, mat. & out. en crédit-bail	(5 487)	(616)	210		233		(5 659)
Autres immobilisations corporelles	(7 594)	(949)	482		80	(20)	(8 001)
Autres immo. corp. en crédit-bail							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
Total	(44 305)	(5 973)	1 961		1 039	(56)	(47 334)
Total Immobilisations corporelles nettes	49 995	(2 784)	156		(1 839)	191	45 720

(1) Dont K€ 760 en rapport avec la gamme LX3 (Signalisation) virés en installations techniques, matériels et outillages.

Septembre 2009

8.4 Actifs financiers non courants

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes							
Titres de participations	92				(4)	18	106
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés	3						3
Prêts	122		(71)		(18)		33
Dépôts et cautionnements	395	63	(38)		2		421
Total	611	63	(109)		(20)	18	563
Provisions pour dépréciation							
Titres de participations	(25)						(25)
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Dépôts et cautionnements	(42)					10	(32)
Total	(67)					10	(57)
Total Actifs financiers non courants nets	544	63	(109)		(20)	28	506

(1) Détail des titres de participation présenté en Note 8.6

8.5 Titres mis en équivalence

Valeur au bilan et le détail des titres :

	% de détention	Exercice 2009
ATLAS	23.3%	257
Total		257

A noter la cession de la participation dans l'entité LEONE sur le deuxième semestre de l'exercice (Note 7.2.2)

Les contributions aux capitaux propres et aux résultats consolidés sont les suivantes :

Filiales	Contribution aux capitaux propres consolidé	Contribution au résultat consolidé
ATLAS	229	19
LEONE	(19)	19
Total	210	37

Septembre 2009

8.6 Titres de participation non consolidés

8.6.1 Sociétés non consolidées

Le détail de la ligne « Titres de participation » présent dans la note 8.4 est le suivant :

Filiales non consolidées	Détail de la position nette	
	Valeurs brutes	Provisions Dépréciation
Ouverture	92	(25)
Variation	14	
Clôture (1)	106	(25)

- (1) A la fin de l'exercice le solde représente, principalement, la participation dans les entités Gertrude (branche Signalisation) et SNU (branche Electronique – Note 5)

8.7 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

	Exercice 2009	Exercice 2008
Valeurs brutes		
Matières premières	24 190	32 733
En-cours	5 087	7 872
Produits intermédiaires et finis	9 022	11 984
Marchandises	1 685	1 747
Total	39 984	54 336
Provisions pour dépréciation		
Matières premières	(2 724)	(3 130)
En-cours	(130)	(101)
Produits intermédiaires et finis	(554)	(708)
Marchandises	(376)	(340)
Total	(3 784)	(4 278)
Total Stocks et en-cours nets	36 200	50 058

Septembre 2009

8.8 Créances clients

Les créances clients se décomposent de la manière suivante :

	Exercice 2009	Exercice 2008
Créances clients	68 378	78 275
Dépréciation	(2 867)	(2 332)
Total Créances clients nettes	65 511	75 943

8.9 Autres Créances et actifs courants

	Exercice 2009	Exercice 2008
Valeurs brutes		
Avances et acomptes versés	292	342
Créances sociales	148	152
Créances fiscales	3 945	4 244
Créances diverses	1 319	(278)
Charges constatées d'avance	1 178	1 477
Total	6 882	5 937
Provisions pour dépréciation		
Dépréciation		
Total Autres créances et actifs courants nets	6 882	5 937

8.10 Trésorerie et équivalents

	Exercice 2009	Exercice 2008
Valeurs mobilières de placement (1)	11 327	4 831
Disponibilités	3 055	5 484
Instruments financiers - Actif (2)	(42)	746
Total Trésorerie et Equivalents	14 340	11 061
Concours bancaires courants (Note 8.13.1)	(10 063)	(12 399)
Instruments financiers - Passif (2)	(328)	
Total Trésorerie nette	3 949	(1 338)

(1) Contrat de liquidité détenu à 100% par le groupe pour une valeur de K€ 78. Les autres placements constitués de SICAV, de certificats de dépôt et d'autres produits de placement s'élèvent à K€ 11 249.

(2) Impact IAS 39 sur des Couvertures de change et des Swap de taux.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Septembre 2009

8.11 Capitaux propres

8.11.1 Capital social de l'entité consolidante

Au 30 septembre 2009, le capital social se compose de 3 766 560 actions d'une valeur nominale de 6.64 €uros

- Par décision lors de l'AGE du 18 mars 2009, le capital a été porté de 12 500 K€ à 25 000 K€ par incorporation de la prime d'émission, avec élévation du nominal de 3.32 € à 6.64 €

8.11.2 Variation des actions propres

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Exercice 2009
Ouverture	134 007
Acquisitions	84 278
Cessions	(21 733)
Clôture (1)	196 552

(1) Au 30 septembre 2009 la valorisation boursière ressort à K€ 2 781

8.11.3 Stock options

Des options d'achat d'actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédents la date d'octroi. Les options sont subordonnées à l'accomplissement de 4 années de services.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-dessous :

	Exercice 2009		Exercice 2008	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
Ouverture	21.19	89 328	20.92	87 078
Octroyés	17.01	21 000	22.73	12 000
Levées				
Non activable (suite départ)	20.70	(9 000)	20.70	(9 750)
Clôture	20.36	101 328	21.19	89 328

Septembre 2009

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions en circulation à la fin septembre 2009 sont détaillés ci-après :

Date des plans		Conditions	
Attribution	Début option	Prix d'exercice	Nombre d'actions
nov.-2005	nov.-2009	21.12	18 078
sept.-2006	sept.-2010	21.09	29 250
déc.-2006	déc.-2010	20.70	21 000
févr.-2008	févr.-2012	22.73	12 000
oct.-2008	oct.-2012	17.01	21 000
			101 328

Les options d'achats d'actions sont évaluées à leur juste valeur constatée dans le compte de résultat, sur la ligne frais de personnel sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés.

La juste valeur est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuair.

L'exercice des options ne pouvant intervenir qu'à l'issue de 4 ans de service, la charge de personnel correspondante est répartie sur 4 ans. Compte tenu des options attribuées, la charge s'élève à K€ 211 au titre de 2009.

8.12 Provisions pour risques et charges

8.12.1 Variation des provisions pour risques et charges

Cette variation s'analyse de la manière suivante :

	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
Prov. pour indemnités fin carrière (1)	5 179	351	(113)			(6)		5 410
Prov. pour garantie clients	1 010	159	(230)					939
Prov. pour litiges (2)	594	838	(423)	(18)		(20)		970
Prov. pour Autres risques (3)							738	738
Total	6 782	1 348	(767)	(18)		(27)	738	8 057

(1) L'évaluation des indemnités de fin de carrière a été calculée par un actuair indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les hypothèses prises en compte pour les calculs sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 4.95%,
- Inflation retenue de 2%,
- L'augmentation des salaires est de 3%, inflation incluse,
- Les tables de mortalité utilisées sont celle de l'INSEE Hommes et Femmes 2002,
- L'âge de la retraite est de 61 ans pour les non cadres et de 63 ans pour les cadres. Au niveau du motif de départ : 100% des départs sont à l'initiative du salarié.
- Une probabilité de turn over selon la table ci-dessous :

	Signalisation	Télégestion	Electronique
Tranches d'âge			
- 25 ans	9.09%	16.67%	9.08%
de 25 à 39 ans	4.46%	12.06%	6.83%
de 40 à 55 ans	2.50%	3.54%	2.38%
+ 55 ans	-	-	-

Septembre 2009

- (2) Les provisions existantes en fin de période correspondent pour K€ 640 à des litiges clients et/ou des retours pour garantie. La répartition par branche est la suivante : K€ 36 sur la Télégestion et K€ 604 sur l'Electronique.
- (3) Dans le cadre d'exercice de stock options par des salariés de la branche Télégestion, le Groupe avait pris l'engagement de racheter ces titres sur demande des bénéficiaires. Le montant de K€ 738 correspond à l'évaluation, à fin septembre 2009, du coût de rachat théorique des dites actions.

8.12.2 Litige en cours

Au cours de l'exercice 2005/2006, une enquête a été diligentée par la DGCCRF concernant d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles des principaux acteurs français du marché de la signalisation.

Lors des précédents arrêtés des comptes, notre connaissance de la procédure ne nous permettait pas d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à cette enquête.

Le 21 novembre 2008, le rapporteur auprès du Conseil de la concurrence, a adressé à la société Lacroix Signalisation ainsi qu'à d'autres sociétés de la profession une notification de griefs relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la signalisation routière verticale.

Depuis, la société Lacroix Signalisation est entrée dans une procédure de non contestation de ces griefs et a pris des engagements précis et vérifiables auprès de la DGCCRF afin de garantir la conformité des pratiques de la société aux règles de la concurrence.

Le Groupe n'est toutefois toujours pas en mesure de fonder une approche conduisant à estimer de manière fiable le niveau du risque de sanction encouru par Lacroix Signalisation.

En conséquence, conformément aux dispositions de la norme IAS 37, aucune provision n'a été constituée à ce titre dans les comptes clos le 30 septembre 2009.

8.13 Emprunts et dettes financières

8.13.1 Nature et échéance des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

	Exercice 2009	Exercice 2008	Echéancier 2009 (1)	
			< 1 an (Courant)	> 1 an (non Courant)
Emprunts et dettes auprès des Ets. de crédit	21 036	26 769	4 793	16 243
Emprunts issus de crédit bail	3 643	4 639	1 309	2 334
Dettes financières diverses (2)	6 172	7 604	2 530	3 642
Concours bancaires courants	10 063	12 399	10 063	
Total emprunts et dettes financières	40 913	51 411	18 695	22 219

(1) Part « non courant » des dettes financières : dont K€ 5 821 à plus de 5 ans

(2) Dont C/C VINILA INVESTISSEMENTS (actionnaire) pour K€ 973, contre K€ 1 233 en 2008

Septembre 2009

8.13.2 Variation des emprunts et dettes financières

	Ouverture	Augmen- tation	Diminution	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Clôture
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédit (1)	26 769		(5 733)			21 036
Emprunts issus de location-financement	4 639	482	(1 179)		(300)	3 643
Dettes financières diverses	7 604	2 877	(4 303)	(6)		6 172
Concours bancaires courants	12 399		(1 448)		(888)	10 063
Total variation emprunts et dettes financières	51 411	3 359	(12 663)	(6)	(1 187)	40 913

(1) Dans le cadre du financement de ses futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe dispose d'une enveloppe de K€ 28 000 à ce jour. Ces fonds, assortis d'aucune garantie attachée ni covenant, sont disponibles sur demande et remboursables sur 5 ans.

Les variations d'écart de conversion proviennent, principalement, de la filiale polonaise.

8.13.3 Ventilation par taux

La décomposition de la dette entre taux fixe et taux variable est la suivante :

	Exercice 2009	Exercice 2008
Emprunts à taux fixe	7 746	11 027
Emprunts à taux variable	16 933	20 381
Total emprunts	24 678	31 408

8.13.4 Ventilation par principales devises

La ventilation des dettes entre euros et autres devises se présente comme suit :

	Exercice 2009	Exercice 2008
Emprunts libellés en euro	24 678	31 408
Emprunts libellés en devises étrangères		
Total emprunts	24 678	31 408

8.14 Passifs courants

Les autres passifs courants se composent des éléments suivants :

	Exercice 2009	Exercice 2008
Fournisseurs	24 235	36 089
Fournisseurs d'immobilisations	243	809
Avances et acomptes reçus sur commande	919	694
Dettes fiscales et sociales	19 494	20 738
Dettes diverses	1 831	1 944
Produits constatés d'avance	410	317
Total autres passifs à court terme	47 132	60 591

Septembre 2009

8.15 Chiffre d'affaires

	Exercice 2009	Exercice 2008
France métropolitaine	166 168	184 642
Etranger	72 832	62 407
Total	239 000	247 050

8.16 Personnel

8.16.1 Charges liées au personnel

	Exercice 2009	Exercice 2008
Traitements et salaires	49 047	42 797
Charges sociales	17 609	16 686
Intéressement et participation	1 879	3 356
Charges d'intérim	4 210	5 004
Charges de retraites	385	367
Paiements en actions	211	190
Total des Charges liées au personnel	73 341	68 400

8.16.2 Effectif moyen

L'effectif moyen employé se décompose comme suit :

(*)	Signalisation		Télégestion		Electronique		Ensemble Groupe	
	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008
Cadres	126	129	62	63	176	178	364	370
Techniciens	125	118	38	39	274	281	437	438
Employés	172	166	23	22	85	92	280	280
Ouvriers	311	339	2	3	914	863	1 227	1 204
Total Effectifs salariés	735	751	125	127	1 449	1 414	2 309	2 292
Mise à disposition (1)	107	97	1		24	69	132	166
Total Effectifs opérationnels	842	849	126	127	1 473	1 483	2 441	2 458

(1) Equivalents Temps plein relatifs aux charges d'intérim

(*) Effectif des entités consolidées en intégration globale

Septembre 2009

8.17 Dotations aux amortissements et provisions nettes de reprises

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions, nettes de reprises, figurant en résultat opérationnel courant peut être détaillé de la manière suivante :

	Exercice 2009	Exercice 2008
Dotations et reprises nettes sur actifs non courants	(4 791)	(4 085)
Dotations et reprises nettes sur crédit bail	(1 273)	(1 326)
Dotations et reprises nettes sur stocks (1)	(759)	(688)
Dotations et reprises nettes sur autres actifs courants	(540)	(278)
Dotations et reprises nettes sur Risques et charges	8	(200)
Dotations et reprises nettes sur autres		44
Total dotations aux amortis. et aux provisions nettes	(7 354)	(6 533)

(1) Hors reprises relatives aux mises au rebut, imputées sur les achats consommés

8.18 Autres produits et charges opérationnels

	Exercice 2009	Exercice 2008
Cessions de bâtiments		482
Cession d'immobilisations financières	164	
Cession de titres consolidés (1)	755	214
Dépréciation de goodwill (2)	(4 123)	
Reprises de provisions		98
Litige brevet		330
Total	(3 203)	1 124

(1) Opérations SDS/SECTRA et LEONE sur l'exercice 2009 (Note 7.2.2)

(2) Branche Electronique (Notes 6.4.4 et 8.1)

8.19 Charges et produits financiers

Le résultat financier se décompose comme suit :

	Exercice 2009	Exercice 2008
Produits et charges financiers (1)	(2 081)	(1 759)
Résultat de change	(502)	(10)
Dotations aux provisions nettes de reprises	(2)	(1)
Résultat sur cessions de VMP	78	480
Total Résultat financier par nature	(2 507)	(1 290)
Synthèse		
Total des produits	5 639	3 411
Total des charges	(8 146)	(4 701)
Total Résultat financier	(2 507)	(1 290)

Septembre 2009

(1) Dont K€ 572 de charges constatées sur la période, relatives à des instruments financiers de couverture de taux.

8.20 Impôts sur les bénéfices

8.20.1 Analyse de l'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

	Exercice 2009	Exercice 2008
Impôt exigible	(2 095)	(5 562)
Impôts différés	(809)	(367)
Impôts sur les résultats	(2 904)	(5 928)

8.20.2 Preuve d'impôt

Rationalisation de l'impôt	Exercice 2009
Résultat net de l'ensemble consolidé	293
Neutralisation de la QP des résultats Stés ME	(37)
Neutralisation des dot. Sur Goodwill	4 123
Résultat retraité des sociétés ME	4 378
Impôts sur les résultats (1)	2 904
<i>Résultat net avant impôt</i>	7 282
<Impôt théorique au taux en vigueur> (2)	2 427
Différence d'impôt (1) - (2)	477

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

Analyse de cette différence d'impôt		Charges	Produits
Effets des différences permanentes entre les résultats consolidés et résultats imposables		440	
Reports déficitaires utilisés au cours de l'exercice			
Pertes de filiales fiscalement déficitaires	(1)	502	
Taux d'impôt réduits ou majorés pour certaines catégories d'opérations	(2)	34	180
Taxation des résultats des sociétés étrangères à des taux différents	(3)	261	305
Crédit d'impôt recherche	(4)		275
Total		1 237	760
Différence nette		477	

- (1) Ajustement de la position Groupe sur l'activation des déficits (Note 8.20.3)
- (2) Contribution exceptionnelle pour K€ 34, constat de produits pour K€ 6 sur régime de défiscalisation d'investissements et de K€ 168 sur plus value de cession de participation.
- (3) Dont charges de K€ 168 sur Régime local d'exonération totale de résultat,
- (4) L'économie d'IS relative au CIR a été reclassée dans les charges par nature pour K€ 825.

Septembre 2009

8.20.3 Analyse de l'impôt différé

Le détail des impôts différés actif et passif est le suivant :

	Exercice 2009
Impôts différés Actifs	
Organic et Effort de construction	79
Participation des salariés	194
Indemnités de départ à la retraite	970
Marges sur stocks	222
Pertes reportables (1)	1 374
Autres (2)	1 424
<i>Compensation IDA/IDP (*)</i>	<i>(1 707)</i>
Total IDA	2 556
Impôts différés Passifs	
Provisions réglementées	2 056
Location-financement	1 526
Méthode Amortis. Actifs non courants	515
Autres (3)	1 314
<i>Compensation IDA/IDP (*)</i>	<i>(1 707)</i>
Total IDP	3 704

(1) Selon les hypothèses retenues par le Groupe et l'actualisation des business plan.

(2) Dont K€ 199 sur cessions internes

(3) Dont K€ 673 de justes valeurs sur actifs immobiliers

(*) Cette rubrique permet, après analyse globale des IDA et IDP nets par nature, de tenir compte des positions individuels et de la présentation bilantielle du fait de l'existence d'un périmètre fiscal (Note 6.5.14)

9 Autres informations

9.1 Degré d'exposition du groupe aux risques financiers

9.1.1 Risque de change

En dehors de la branche Electronique, le Groupe n'est pas exposé aux risques de change.

De manière générale, le recours aux instruments financiers intervient dans le strict cadre des besoins nécessaires à l'activité, à l'exclusion de toute optique spéculative.

En ce qui concerne la branche Electronique, il s'agit principalement d'opérations libellées en dollar US pour lesquelles la politique consiste à recourir à des couvertures partielles.

Au 30 septembre 2009, les dettes en devises non couvertes sont non significatives.

9.1.2 Risque de taux

La note 8.13 « Emprunts et dettes financières » permet de constater que sur K€ 24 678 de dettes, K€ 7746 sont à taux fixe et K€ 16 933 à taux variable.

Le Groupe met en place des instruments financiers pour limiter ce risque. A fin septembre 2009, la part des financements à taux variable couverte par des swaps représente 52% du nominal.

9.1.3 Risque de liquidité

Sur l'ensemble des financements mis en place, aucun n'est assorti de covenant.

Pour rappel, dans le cadre de ses futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe dispose d'une enveloppe de crédits confirmée pour un montant de K€ 28 000 à ce jour.

9.1.4 Risque de crédit

Chacune des trois branches d'activité du Groupe dispose d'un contrat d'assurance crédit propre, lui permettant de se couvrir sur ses clients potentiellement à risque.

La typologie des clients par secteur d'activité est la suivante :

Branches	Typologie des principaux clients
Signalisation	Administrations et Entreprises significatives de Travaux publics
Télégestion	Organismes publics et Grands acteurs de la gestion de l'eau
Electronique	Sociétés françaises et étrangères à dimension internationale

Septembre 2009

9.1.5 Risque sur le Capital

Le groupe suit de près son capital en contrôlant l'évolution de son ratio d'endettement.

	Exercice 2009	Exercice 2008
Emprunts et dettes financières	30 850	39 012
Concours bancaires courants	10 063	12 399
Autres Dettes financières nettes	90	49
Trésorerie et Equivalents (Note 8.10)	(14 340)	(11 061)
Endettement net	26 663	40 399
Capitaux propres	84 182	92 886
Ratio d'Endettement	31.7%	43.5%

9.2 Informations sectorielles

Comparabilité des données financières :

- L'impact des mouvements de périmètre, intervenus dans la branche électronique au cours de l'exercice précédent, ne présente pas de caractère significatif nécessitant une information comparative.

9.2.1 Compte de résultat consolidé

Les résultats par secteur d'activité, pour la période close à fin septembre 2009, sont détaillés ci-dessous :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble Groupe	
	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008
Produits des activités ordinaires										
Ventes à des clients externes	104 302	111 951	22 541	22 447	115 643	115 955			242 486	250 353
Ventes entre secteurs	(168)	(98)	(128)	(194)	(3 190)	(3 012)			(3 486)	(3 304)
Total produits des activités ordinaires	104 134	111 853	22 413	22 253	112 453	112 944			239 000	247 050
Résultat opérationnel courant	4 973	10 142	4 385	4 587	(227)	3 688	(261)	(124)	8 870	18 293

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble Groupe	
	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008
Dotations nettes aux amortis et prov.										
Amortis. nets des actifs non courants	(2 219)	(2 046)	(325)	(320)	(3 516)	(3 036)	(4)	(1)	(6 064)	(5 403)
Dépréciat.nettes des actifs courants	(271)	(319)	2	(128)	(1 021)	(683)			(1 290)	(1 130)
Total	(2 490)	(2 365)	(323)	(448)	(4 537)	(3 719)	(4)	(1)	(7 354)	(6 533)

Septembre 2009

9.2.2 Bilan consolidé

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et les passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs non courants de la période :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble Groupe	
	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008
Actifs sectoriels										
Actifs non courants	22 847	23 970	5 294	5 515	30 341	37 891			58 482	67 376
Actifs courants	52 680	59 834	7 437	8 948	50 310	70 172	12 506	6 765	122 933	145 719
Autres actifs non affectés							2 813	2 885	2 813	2 885
Total des actifs sectoriels	75 527	83 804	12 731	14 463	80 651	108 063	15 318	9 650	184 227	215 980
Passifs sectoriels										
Passifs non courants	5 518	6 891	2 226	2 044	4 976	5 926	9 499	10 836	22 219	25 697
Passifs courants	11 062	19 474	245	1 851	39 527	57 414	14 993	8 691	65 827	87 430
Autres passifs non affectés	3 812	3 160	1 613	713	6 526	6 082	49	12	12 000	9 967
Total des passifs courants et non	20 392	29 525	4 084	4 608	51 029	69 422	24 540	19 539	100 045	123 094

Acquisitions actifs non courants	1 262	5 796	194	120	2 110	3 206			3 566	9 122
---	--------------	--------------	------------	------------	--------------	--------------	--	--	--------------	--------------

(1) y/c les acquisitions sur contrat de crédit bail

9.3 Engagements hors bilan

Les engagements donnés ou reçus par le groupe se ventilent de la manière suivante :

Catégorie d'engagement	Exercice 2009	Exercice 2008
Engagements donnés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 928	9 283
Emprunts issus de crédit bail	3 643	4 639

L'ensemble de ces dettes est garanti par des sûretés réelles.

Aucun des financements mis en place n'est assorti de covenant.

9.4 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun événement n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

9.5 Parties liées

9.5.1 Transactions avec les entreprises liées

Les entreprises liées sont des sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et pour lesquelles les transactions ne sont pas significatives.

Par ailleurs, la note 8.13.1 fait état de l'existence d'une dette (Compte courant) envers un des actionnaires.

Septembre 2009

9.5.2 Rémunération des dirigeants

Les rémunérations allouées, au titre de l'exercice, aux membres des organes de direction, d'administration et de surveillance à raison de leurs fonctions dans le Groupe, se répartissent de la manière suivante :

9.5.2.1 Membres du Directoire

	Exercice 2009	Exercice 2008
Avantage à court terme	534	448
Avantage postérieurs à l'emploi	134	103
Autres avantages à long terme (1)	315	345
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paiement en actions.	26	8
Total	1 008	904

(1) y/c Indemnité relative au mandat du président du directoire : Explications données dans la Note « Mandataires sociaux » du Rapport de gestion du Directoire.

9.5.2.2 Membres du Conseil de Surveillance

	Exercice 2009	Exercice 2008
Avantage à court terme	256	261
Avantage postérieurs à l'emploi	18	32
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paiement en actions.		
Total	275	293

9.6 Honoraires des Commissaires aux comptes

Le tableau ci-dessous présente le détail des honoraires des auditeurs et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe selon le format AMF 2006-10.

Montants en K€	Réseau Ernst & Young				Atlantique Révision Conseil			
	2009	%	2008	%	2009	%	2008	%
Audit								
Commissariat aux comptes	259	83%	247	100%	33	100%	33	100%
Emetteur	33		40		33		33	
Filiales intégrées globalement	226		207					
Missions accessoires	54	17%						
Emetteur	54							
Filiales intégrées globalement								
Sous-total Audit	313	100%	247	100%	33	100%	33	100%
Autres prestations								
Juridique, fiscal, social								
Autres prestations								
Sous-total Autres prestations								
Total	313	100%	247	100%	33	100%	33	100%

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DES
ACTIONNAIRES DU 12 FEVRIER 2010**

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

Septembre 2009

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réuni en Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux dispositions légales et statutaires, afin de vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice clos au 30 septembre 2009, et décider de l'affectation à donner aux résultats.

1 Groupe LACROIX

1.1 Résultats consolidés

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos au 30 septembre 2009 s'est élevé à 239 M€, en baisse de 3.2% par rapport à l'exercice précédent. C'est principalement à la Signalisation (43.5% du chiffre d'affaires et 6.8% de baisse) qu'est imputable cette évolution, la Télégestion (9% du chiffre d'affaires) et l'Electronique (47.05%) étant quasiment stable car affichant des évolutions respectives de + 0.7% et - 0.5%. Cependant l'évolution de l'activité de la branche Electronique doit être analysée en considérant les acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent qui ont apportées un complément de chiffre d'affaires de 17.5 M€.

Le résultat opérationnel courant, d'un montant de 8.9 M€ est en repli de plus de 50%, dû essentiellement à la Signalisation et à l'Electronique, la Télégestion affichant un résultat comparable à celui de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel s'élève à 5.7 M€. Il prend en compte des plus values de cession de titres de participation pour un montant de 0.9 M€ et une dépréciation de Goodwill d'un montant de 4.1 M€, consécutive à l'évolution de l'activité Electronique durant l'exercice, notamment en Allemagne.

Le résultat financier négatif de 2.5 M€ est à comparer au résultat négatif de 1.3 M€ comptabilisé au 30 septembre 2008. Cette évolution s'explique notamment par la prise en compte de 572 K€ de charges sur instruments financiers de couverture de taux et un résultat de change négatif de 502 K€ principalement lié à l'évolution du Zoty polonais. Au 30 septembre 2008, ces deux éléments n'avaient pas impacté le résultat financier.

La charge d'impôt, d'un montant de 2.9 M€ est logiquement en baisse de plus de 50%.

Après une prise en compte de 0.1 M€ de résultat de sociétés mises en équivalence et d'intérêts minoritaires, le résultat net part du Groupe ressort à 0.2 M€ contre 11.7 M€ affichés au 30 septembre 2008.

1.2 Activité

Les trois branches du Groupe (Signalisation, Télégestion, Electronique) ont évolué de la manière suivante :

1.2.1 Branche Signalisation

Activité historique du Groupe, elle a représenté en 2009 43.5% du chiffre d'affaires consolidé. Son métier est de concevoir, fabriquer, commercialiser, installer et maintenir des équipements de signalisation routière et urbaine qu'elle soit statique (panneaux de police, directionnel, temporaire) ou dynamique (panneau à message variable, feux de carrefour).

Son offre s'étend à des secteurs tels que la signalisation touristique, les bornes d'informations et certains équipements urbains (abris vélos, abribus,...)

Elle s'appuie sur un outil industriel performant alliant réactivité et productivité, un réseau d'agences commerciales assurant une proximité forte avec notre clientèle. Elle s'accompagne enfin d'une offre de service structurée notamment dans la pose, le balisage de chantier et la maintenance.

Une politique constante d'innovation, lui permet d'être précurseur dans de nombreux domaines, comme l'illustre le lancement réussi de notre nouvelle gamme de panneau LX. Ainsi plus de 50% de nos ventes sont réalisées avec des produits de moins de cinq ans.

Septembre 2009

Forte de ces atouts et dans un contexte économique difficile, les faits majeurs de l'exercice ont été les suivants :

- Une baisse de chiffre d'affaires de 6.8% due d'une part à un attentisme des collectivités au premier semestre 2009, partiellement rattrapé au second et d'autre part à une tension sur les prix. Cette évolution masque une hausse de volume de près de 7%, ce qui correspond à des prises de parts de marché, conformément aux objectifs. La Signalisation peut désormais s'afficher comme étant le leader sur le marché français.
- Une progression de 10% du chiffre d'affaires de l'activité service (marque Kangourou) à périmètre constant. Cependant, compte tenu du contexte et des problèmes ponctuels d'organisation, les résultats escomptés n'ont pas été au rendez-vous, ils ne sont cependant pas de nature à remettre en cause notre stratégie dans ce domaine.
- L'acquisition à la société Euromark Holding des titres qu'elle détenait conjointement avec Lacroix dans SDS, filiale de fabrication de portiques, potences. Lacroix maîtrise ainsi l'ensemble du process industriel lui permettant de conforter sa place de leader dans le marché des PMV (Panneaux à Messages Variables). Concomitamment, nous avons cédé à Signature, la filiale de services Sectra.
- A l'international, une baisse significative du chiffre d'affaires en Espagne (Norte – 21%) imputable à une dégradation forte du marché compte tenu de la situation économique du pays. Cela n'a pas empêché l'entreprise de demeurer bénéficiaire à hauteur de plus de 100 K€. La mise au point du LX adapté aux normes espagnoles permet à cette filiale de disposer d'un atout majeur pour conquérir des parts de marché dans des conditions satisfaisantes.

D'autre part des contacts ont été noués en Europe Centrale et au Maghreb qui nous permettent d'envisager des croissances externes dans ces zones à forts potentiels.

Comme prévu, l'ensemble de ces éléments ont logiquement impacté le résultat.

Le résultat opérationnel courant s'affichant à 4.9 M€ à comparer aux 10.1 M€ de l'exercice précédent, demeure cependant suffisant pour dégager un free cash flow largement positif, en maintenant un niveau d'investissement suffisant pour améliorer l'efficacité globale de cette activité.

Les parts de marchés conquises, la qualité de nos produits innovants et des services associés permettent d'envisager l'exercice en cours avec confiance, l'exploitation devant confirmer la capacité de cette branche à dégager de nouveau un free cash flow conséquent.

Enfin, il convient de rappeler que la société Lacroix Signalisation est depuis 2005/2006 en attente d'une décision de la DGCCRF concernant des pratiques anticoncurrentielles relevées parmi les principaux acteurs du marché français.

Dans l'état actuel de la procédure, il n'est toujours pas possible d'estimer d'une manière fiable le niveau de sanction encouru par LACROIX SIGNALISATION et à ce titre aucune provision n'a été constituée dans les comptes clos au 30 septembre 2009, comme précisé en note 8.12.2 de l'annexe des comptes consolidés.

Les chiffres caractéristiques consolidés de la période sont les suivants (en contributif) :

En K€	N	N-1
Chiffre d'affaires	104 134	111 853
Résultat opérationnel courant	4 973	10 142
Résultat net	3 873	7 008
Capacité d'autofinancement	6 158	8 728
Investissements nets	1 141	4 861

Septembre 2009

1.2.2 Branche Télégestion

Le métier de cette branche est de concevoir et de commercialiser des systèmes de gestion à distance dans le domaine de l'eau.

Représentant près de 10% du chiffre d'affaires consolidé, cette branche contribue de manière récurrente et significative aux chiffres d'affaires et résultats consolidés.

Le bureau d'études est au cœur de ce métier qui nécessite des compétences pointues en automatisme, électronique et système de télécommunication.

Elle ne dispose d'aucun outil industriel, ses besoins principalement en électronique étant confiés à la branche Electronique du Groupe.

Leader en France avec près de 75% de parts de marché, cette branche entend à la fois se développer à l'export où elle dispose de deux filiales en Espagne et Italie, et conserver ses positions sur le marché domestique.

Dans un environnement impacté par la crise, les faits majeurs de l'exercice ont été les suivants :

- Un renforcement de nos positions en France, avec une croissance de + 2% dans un marché conjoncturellement en baisse. La qualité et l'innovation de nos systèmes, alliés à une forte proximité auprès de nos clients en sont les principales causes. Ceci a permis de doubler notre chiffre d'affaires en France en huit ans.
- Un tassement de notre chiffre d'affaires (- 3.8%) à l'export qui atteint 4.3 M€, néanmoins en progression de 80% sur trois ans. Cette évolution est due principalement à un environnement difficile, notamment en Espagne et en Italie où nos filiales ont affiché en cumulé une activité en baisse de 17% et un résultat opérationnel négatif de 787 K€.

Des mesures vigoureuses ont été prises dans ces deux entités pour adapter les moyens aux conditions du marché. Cela ne remet nullement en cause les perspectives à l'export, d'autant plus qu'en 2010 sera proposée avec une force de vente renforcée, une gamme simplifiée mieux adaptée aux besoins naissant de certains pays.

Ainsi, comme annoncé, le compte de résultat de l'exercice est proche de celui de l'exercice précédent, malgré les pertes enregistrées dans nos deux filiales.

Les perspectives sont bien orientées et devraient confirmer les capacités de cette branche à croître d'une manière récurrente tant en chiffre d'affaires qu'en résultat.

Les chiffres caractéristiques de cette branche sont les suivants (en contributif) :

En K€	N	N-1
Chiffre d'affaires	22 413	22 253
Résultat opérationnel courant	4 385	4 587
Résultat net	2 511	3 066
Capacité d'autofinancement	3 248	3 372
Investissements nets	105	117

Septembre 2009

1.2.3 Branche Electronique

Première activité du Groupe en terme de chiffre d'affaires (47.5%), son activité est avant tout destinée à répondre aux besoins d'industriels non électroniciens souhaitant externaliser la conception, l'industrialisation et la production d'ensembles électroniques s'intégrant dans leurs produits. De plus, elle répond aux besoins électroniques croissants du Groupe, notamment dans la télégestion et la gestion de trafic.

Positionnée dans les petites moyennes séries à valeur ajoutée, elle doit répondre à des exigences fortes en terme de fonctionnalités, d'ergonomie, de qualité, de réactivité et de productivité. Pour cela, elle s'appuie sur une capacité d'études de plus de 50 ingénieurs et techniciens et des unités de production complémentaires en France, Allemagne, Pologne et Tunisie.

Forte de ses compétences, de son organisation et de ces moyens, les faits majeurs de l'exercice ont été les suivants :

- Une baisse importante de l'activité en France (- 30%) et en Allemagne (-40%), conséquence de la crise qui a lourdement impacté nos donneurs d'ordre dans des secteurs tels que l'automobile, la machine outil ou la domotique. Cette baisse a été partiellement compensée par les évolutions positives de la Tunisie (+ 20%) et la Pologne (+ 10%).
- Une baisse du point mort de nos principaux sites de plus de 10%, grâce à une optimisation de nos structures avec notamment la mise en place il y a deux ans d'un E.R.P.
- La mise en avant de notre bureau d'études via la création de Lacroix Electronique Solutions, structure regroupant les bureaux d'études de Tharsys acquise en 2008 et de Lacroix Electronique.
- Le renforcement de notre fonds de commerce avec l'entrée en relation de nouveaux clients positionnés sur des secteurs porteurs (défense, Telecom, médical) illustrant ainsi la pertinence de notre offre et ouvrant des perspectives nouvelles, notamment en France et en Allemagne. Leur impact sera significatif et se matérialisera surtout à partir de l'exercice 2011.
- Malgré la baisse d'activité, le résultat opérationnel courant est proche de l'équilibre. Cependant pour tenir compte du contexte économique, une dépréciation du Goodwill de 4.1 M€ a été comptabilisée. Malgré cela, le free cash flow reste positif avec un niveau d'investissement suffisant pour répondre aux degrés d'exigence croissants de nos clients.

Si l'exercice 2010 s'annonce encore incertain, l'exercice 2011 s'annonce prometteur et devrait ainsi démontrer que cette branche malgré les chiffres actuels, restera leader en potentiel de croissance de chiffre d'affaires et de résultat au sein du Groupe.

Les chiffres caractéristiques de la branche sont les suivants (en contributif) :

En K€	N	N-1
Chiffre d'affaires	112 453	112 943
Résultat opérationnel courant	(227)	3 688
Résultat net	(5 835)	1 704
Capacité d'autofinancement	1 909	5 429
Investissements nets	1 364	3 337

Les investissements nets sont présentés hors prise en compte de la trésorerie sur acquisitions ou cessions de filiales.

Septembre 2009

1.3 Changement de méthode comptable

La société LACROIX TRAFIC, filiale de la branche Signalisation comptabilise son chiffre d'affaires à l'avancement. Ce changement de méthode a généré un impact sur les capitaux propres d'un montant de 465 K€.

1.4 Autres retraitements

Les capitaux propres ont également été corrigés d'un montant global de 1 009 K€ afin de tenir compte d'un retraitement du niveau de marge sur stocks et du coût de rachat théorique de titres d'une filiale dans le cadre de l'application d'un plan de stock-options.

1.5 Activité Recherche & Développement

Les branches Signalisation et Télégestion sont les plus concernées par les activités Recherche et Développement dont le coût annuel comptabilisé en charge d'exploitation reste stable à 3 M€ environ.

1.6 Situation Financière

Grâce à une capacité d'autofinancement consolidée de près de 11 M€, une bonne maîtrise des besoins en fonds de roulement, alliés à des investissements contenus mais néanmoins suffisants pour préparer l'avenir, la structure financière se renforce sensiblement. Ainsi, Le ratio dettes nettes sur fonds propres s'élève à 0.31 comparé au 0.43 affiché l'exercice précédent. De plus, le Groupe dispose de 28 millions de crédits confirmés, de 5 à 7 ans, non utilisés, n'ayant fait l'objet d'aucune garantie ni covenants.

Il dispose ainsi d'une forte capacité d'investissement, notamment pour des croissances externes.

1.7 Perspectives

Dans un environnement économique restant difficile et incertain, le positionnement, le savoir faire, l'organisation et les outils propres à chaque branche sont des atouts majeurs qui devraient permettre au Groupe de se renforcer à nouveau au cours de l'exercice et ainsi offrir des perspectives très favorables lorsque la reprise, dont nous apercevons les prémices, sera au rendez-vous.

2 Lacroix SA

Société mère du Groupe, elle assure dans le cadre de la gestion de ses actifs, les fonctions de contrôle et de coordination de chacune des trois branches ; direction générale, finances, développement, consolidation et communication.

Les recettes, hors dividendes, sont issues de redevances perçues de ses filiales en contrepartie des services décrits ci-dessus.

Son chiffre d'affaires, au 30 septembre 2009, s'est élevé à 1 080 K€, en léger retrait par rapport à l'exercice précédent, compte tenu du chiffre d'affaires du Groupe.

Son résultat d'exploitation est proche de l'équilibre puis que s'établissant à - 50 K€.

Le résultat financier négatif de 339 K€ tient compte de la perception de 4 133 K€ de dividendes et d'une dépréciation de titres Lacroix Electronique pour un montant de 3 500 K€. Au 30 septembre 2008, le résultat financier, positif de 5 205 K€ intégrait la perception d'un dividende de 5 200 K€.

Le résultat exceptionnel, négatif de 98 K€, résulte principalement d'opérations liées aux actions auto-détenues.

Septembre 2009

Le résultat avant impôt ressort à – 487 K€, et après prise en compte d'un produit d'impôts de 1 120 K€ liée à sa position de tête de Groupe intégrée fiscalement, le résultat net affiche un bénéfice de 634 K€ à comparer aux 5 216 K€ atteint l'exercice précédent.

3 Affectation du résultat

Le Directoire propose à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de l'exercice de la façon suivante :

Bénéfice de l'exercice	633 577 euros
A la réserve légale	31 678 euros
Solde	601 899 euros
Auquel s'ajoute :	
Le report à nouveau antérieur	721 406 euros
Pour former un bénéfice distribuable de	1 323 305 euros
A titre de dividendes Soit 0.30 euros par action	1 129 968 euros

Le solde au compte « report à nouveau » ainsi porté à la somme de 193 337 euros, étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société.

Il résulterait de cette affectation un montant de capitaux propres qui s'élèverait à la somme de 47 443 450 euros, (avant fraction des dividendes correspondant aux actions propres).

Le paiement des dividendes serait effectué à compter du 15 avril 2010.

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 117 quater nouveau du Code général des impôts, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France qui perçoivent des revenus éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158 du Code général des impôts peuvent opter pour leur assujettissement à un prélèvement forfaitaire libératoire de 18 %. Les conditions d'exercice et limites de cette option leur sont exposés.

Il est en outre rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, qu'ils soient soumis au prélèvement forfaitaire libératoire ou imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu, seront désormais prélevés à la source.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende net par action	Dividende global *
2005-2006	1 255 520	1,70	2 134 384
2006-2007	1 255 520	2,30	2 887 696
2007-2008	3 766 560	0,60	2 259 936

*Montant incluant les actions auto détenues

Septembre 2009

4 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous demandons d'approuver les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 23 246 euros. Ce montant correspond à la part non déductible de loyers sur les véhicules de tourisme utilisés par la société. L'impôt supporté par la société à ce titre s'élève à 7 748 euros.

5 Éléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'OPA

Conformément aux dispositions des articles L 233-13 et L 225-100-3 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

5.1 Structure du capital de la société

Au 30 septembre 2009, le capital de la société s'établit à 25 000 000 euros réparti en 3 766 560 titres.

	% du capital	% des droits de vote*
Famille BEDOUIN	69,01%	81,45%
Autodétention (**)	5,22%	
Public	25,77%	18,55%

(*) droits de vote exerçables

(**) dont actions détenues au titre du contrat de liquidité

5.2 Participations significatives

La société SALVEPAR détient 5.02% du capital et 6.04% des droits de vote de la société.

Conformément à l'article 8 des statuts, tout actionnaire venant à posséder au moins 2% du capital est tenu d'en informer la société sous 15 jours par lettre recommandée avec AR, cette obligation de déclaration concerne chaque fraction de 2% de détention du capital.

5.3 Droits de vote double

L'article 10 des statuts attribue un droit de vote double à toutes les actions entièrement libérées justifiant d'une inscription nominative depuis trois ans au moins.

5.4 Mécanisme de contrôle

A l'exception du droit de vote double attribué, il n'existe pas de titres comportant de prérogatives particulières.

Il n'existe pas non plus de mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionariat du personnel ni d'accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions.

5.5 Pouvoirs du Directoire en matière de rachat d'actions

L'Assemblée Générale délègue chaque année au directoire le pouvoir de procéder, conformément aux dispositions des articles L 225-209 et suivants du code de commerce, au règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003 et aux articles 241-1 à 241-7 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, à des achats d'actions de la société dans la limite de 10% du capital social.

Septembre 2009

5.6 Auto-détention

Depuis 2005, la société a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AFEI approuvée par l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005, à la société de bourse PORTZAMPARC.

Au 30 septembre 2009, la société auto-détenait 191 775 actions LACROIX SA et 4 777 actions au titre du contrat de liquidité, soit un total d'auto-détention de 196 552 actions représentant 5.22 % du capital.

5.7 Prises de participation

Conformément à l'article L 233-6 du code de commerce, nous vous informons des prises de participation, directes ou indirectes, réalisées par la société au cours de l'exercice écoulé au sein de sociétés ayant leur siège social en France :

- Acquisition de 50% des titres de SOCIETE DES SIGNALISATIONS (branche Signalisation – Artigues près Bordeaux) ;
- Souscription de 100% des titres des sociétés LACROIX CITY, LACROIX III (branche Signalisation) et LACROIX IV ;

Autres mouvements intervenus au sein du périmètre :

- LACROIX ELECTRONIQUE SOLUTIONS a bénéficié par voie d'apport partiel d'actif de la branche autonome d'activité « bureau d'études » appartenant à la société LACROIX ELECTRONIQUE ;
- LACROIX SIGNALISATION a absorbé par voie de fusion la société EMAILLERIE DES ALPES ;
- LACROIX SIGNALISATION a bénéficié par voie d'apport partiel d'actif de la branche autonome d'activité de « fabrication et vente de panneaux de signalisation routière » appartenant à SOCIETE DES SIGNALISATIONS ;

5.8 Actionnariat salarié

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du code de commerce, nous vous précisons que la proportion du capital que représentent les actions détenues par les salariés au 30 septembre 2009 est égale à zéro.

6 Principaux facteurs de risques auxquels la société est confrontée

En application des dispositions de l'article L 225-100 al. 4 du code de commerce, nous vous indiquons les éléments suivants :

6.1 Risques stratégiques et opérationnels

La nature des risques stratégiques auxquels la société est exposée n'est pas susceptible d'hypothéquer gravement la pérennité des activités du Groupe.

Par ailleurs, l'importance des programmes d'investissements industriels permet à la société de disposer d'outils récents et sécurisés limitant les risques de défaillances majeures susceptibles de paralyser les activités de fabrication.

Toutefois, l'obsolescence rapide des produits pour lesquels la branche Electronique fournit des composants fait peser sur le Groupe une sensibilité accrue.

6.2 Risques juridiques et comptables liés au financement de l'activité ou aux restructurations

Nous vous indiquons que, de par son organisation, le Groupe LACROIX est faiblement exposé aux risques de cette nature.

7 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement majeur postérieur à la clôture n'est à signaler tant pour la société que pour ses filiales.

8 Informations sociales

8.1 Effectif moyen au 30 septembre 2009

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Ensemble Groupe	
	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008
Cadres	126	129	62	63	176	178	364	370
Techniciens	125	118	38	39	274	281	437	438
Employés	172	166	23	22	85	92	280	280
Ouvriers	311	339	2	3	914	863	1 227	1 204
Total Effectifs salariés	735	751	125	127	1 449	1 414	2 309	2 292
Mise à disposition	107	97	1		24	69	132	166
Total Effectifs opérationnels	842	849	126	127	1 473	1 483	2 441	2 458

8.2 Ventilation de l'effectif par type de contrat

L'effectif consolidé au 30 septembre 2009 de 2 309 personnes se répartit entre 1 661 contrats à durée indéterminée et 648 contrats à durée déterminée, dont 19 contrats en alternance.

8.3 Personnel externe

Compte tenu de la nature des activités du Groupe, certaines filiales font appel à la sous-traitance. Ainsi, l'emploi de personnel en intérim a représenté 4 209 K€ en 2009, soit un équivalent temps plein de 113 personnes, représentant 5% de l'effectif permanent.

8.4 Travailleurs handicapés

Le Groupe avait, pour l'exercice 2009, une obligation légale en terme d'emploi de travailleurs handicapés de 63 unités ; Cette obligation a été remplie à hauteur de 56% par l'emploi de salariés handicapés et par le recours à des CAT (Centres d'Aide par le Travail), et le solde par versement à l'AGEFIPH.

8.5 Formation et soutien aux écoles pour l'apprentissage

En France, il a été consacré plus de 18 800 heures à la formation, soit l'équivalent de deux jours de formation par salarié permanent, pour un budget de 569 000 euros. Durant l'exercice, 55 établissements ont pu bénéficier de la taxe d'apprentissage pour un montant global de 135 000 euros.

Septembre 2009

8.6 Organisation du temps de travail

La majorité des filiales françaises du Groupe a organisé son temps de travail sur la base d'une annualisation de 1 607 heures, pour certaines par la conclusion d'accord de modulation.

Afin de répondre à sa croissance et à son développement, une société du Groupe a généralisé le recours au travail en 2X8.

8.7 Evolution des charges liées au personnel

	Exercice 2009	Exercice 2008
Traitements et salaires	49 047	42 797
Charges sociales	17 609	16 686
Interessement et participation	1 879	3 356
Charges d'intérim	4 210	5 004
Charges de retraites	385	367
Paievements en actions	211	190
Charges liées au personnel	73 341	68 400

8.8 Relations professionnelles et accords collectifs

En France, les sociétés du Groupe sont représentées par six Comités d'Entreprises.

Au cours de l'exercice écoulé, 94 réunions de Comité d'Entreprise et de Délégués du Personnel se sont tenues.

Sur l'exercice 2009, 9 accords ou avenants ont été conclus relatifs à la mise en place d'une mutuelle de santé, des accords ou avenants d'intéressement et de participation, ainsi que des accords de Négociation Annuelle Obligatoire.

8.9 Comité d'hygiène et de sécurité

Le Groupe est doté de six CHSCT qui ont tenus 24 réunions plénières durant l'exercice.

Les actions marquantes menées par certaines filiales ont été les suivantes :

- Suivi de l'analyse des risques
- Evaluation des risques sur les postes de travail
- Intensification des protections individuelles
- Renforcement des actions de formation et d'information à destination de l'ensemble du personnel ;
- Formations liées à la sécurité

8.10 Œuvres sociales

En 2009, le budget annuel des œuvres sociales alloué par le Groupe s'est élevé à 125 K€

9 Politique en matière d'environnement et de développement durable

La société détermine chaque année les différentes politiques applicables à chaque branche d'activité du Groupe permettant la mise en conformité au regard de la réglementation et de la protection de l'environnement.

9.1 Branche Signalisation

9.1.1 Activité de fabrication de panneaux et de mobiliers urbains

Comme prévu, la société LACROIX SIGNALISATION s'est préparée à la certification ISO 14000 durant l'année 2009. Elle devrait être certifiée début 2010.

A compter de cette date, elle entrera dans une dynamique d'amélioration continue, pilotée par un comité environnemental qui se réunira tous les 6 mois afin de suivre et de générer des actions en lien avec l'environnement et le développement durable.

Une réflexion a aussi été menée sur le remplacement de certains composés dans les opérations de traitements de surface. Cette étude conduira, dans un premier temps, à optimiser la station de traitement des effluents, puis dans un deuxième temps à utiliser des produits de nouvelle génération dans la recette de traitement.

Poursuivant sa veille dans le domaine de l'élimination des sources de pollution, LACROIX SIGNALISATION a investi dans une technologie permettant de réduire sensiblement la mise en œuvre d'encres à solvant pour la réalisation de décors de panneaux.

9.1.2 Activité gestion de trafic

Dans le cadre de son activité, la société LACROIX TRAFIC a poursuivi ses actions en faveur de l'environnement et a entamé en avril 2009 en collaboration avec l'APAVE une démarche afin de passer la certification ISO 14001 couvrant l'ensemble de son activité y compris la conception. Certification qui a été obtenue en décembre 2009 en même temps que le renouvellement de la certification qualité ISO 9001.

Dans le cadre de sa certification, il a été mené une analyse environnementale qui a mis en évidence 3 aspects environnementaux :

- la consommation d'énergie
- la consommation de matière première
- les déchets

Un plan d'action associé à des objectifs a été mis en place afin de minimiser les impacts sur l'environnement

9.2 Branche Télégestion

La société LACROIX SOFREL, dont l'activité consiste en la conception et la commercialisation des produits qui gèrent et automatisent à distance des systèmes de gestion d'eau et d'air pour l'industrie, n'est pas concernée par la politique environnementale.

9.3 Branche Electronique

La branche Electronique a maintenu ses efforts en 2009 pour limiter l'impact de ses activités sur l'environnement et a confirmé sa certification ISO 14001 (certifiée depuis 2004).

Les actions d'amélioration ont porté sur la réduction des consommations d'énergie (fuel, électricité...) et de matières premières.

Le déploiement du Lean Manufacturing dans chacune des 4 usines de la branche, en focalisant l'attention sur la réduction de toutes formes de gaspillages (temps, énergie, matières, papiers,...) a permis de diminuer significativement nos déchets (rebuts, composants obsolètes, scories sur machine de soudure à la vague,...).

Un des axes additionnels en 2010 sera de travailler avec nos clients et fournisseurs pour optimiser les déplacements par le recours renforcé, quand cela est justifié, à la visioconférence ou au « netmeeting ». Ces solutions ont été déjà testées en 2009 pour les revues de projets avec les clients, les formations inter-sites, les préparations de contrat,...

10 Achat par la société de ses actions

10.1 Programme de rachat d'actions

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mars 2009 au directoire de procéder à des achats en bourse des actions de la société, dans les conditions et limites définies par les articles L 225-209 et suivants du code de commerce et conformément à celles du règlement européen du 22 décembre 2003.

Les objectifs du programme de rachat sont identiques à l'exercice précédent :

- assurer l'animation du titre au travers d'un contrat de liquidité conforme à la chartre AFEI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- procéder à l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opération de croissance externe,
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions,
- assurer la couverture de plans d'achat d'options à des salariés et des mandataires du Groupe.

L'autorisation est donnée pour une durée maximum de 18 mois dans les conditions suivantes :

- le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées ne pourra excéder 180 000 titres.
- le prix d'achat maximal par action est fixé à 40 euros.
- le montant global affecté à ce programme est fixé à 7 200 000 euros.

Les actions seront rachetées par intervention sur le marché ou par voie d'acquisition de blocs de titres dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables. Les acquisitions par blocs de titres pourraient atteindre l'intégralité du programme. Les acquisitions et cessions pourront intervenir en période d'offre publique, dans les limites de la réglementation boursière.

Le nombre d'actions détenues en exécution du programme ne pourra excéder 10% du capital social soit 376 656 actions.

10.2 Bilan des précédents programmes de rachat d'actions

Au titre des programmes autorisés par les Assemblées Générales du 26 mars 2008 et du 18 mars 2009, s'appliquant sur l'exercice clos le 30 septembre 2009, la société a procédé à l'achat de 64 382 titres au prix moyen de 17.39 euros. Aucun titre n'a été cédé.

Par ailleurs, dans le cadre du contrat de liquidité détenu à 100% par LACROIX SA, 19 896 titres ont été acquis au prix moyen de 13.93 euros et 21 732 titres au prix moyen de 13.94 euros

A la clôture de l'exercice, les actions détenues dans le cadre du programme de rachat étaient affectées aux objectifs suivants :

- couverture de plans d'options d'achat d'actions à des salariés et des mandataires sociaux du Groupe LACROIX : 111 441 titres
- remise ultérieure à l'échange ou paiement dans le cadre d'opération de croissance externe : 80 334 titres
- animation du cours par un prestataire : 4 777 titres

soit un total d'actions auto-détenues de 196 552 représentant 5.22% du capital, ayant une valeur de marché, sur la base du cours au 30 septembre 2009, de 2 781 210 euros.

11 Informations concernant les mandataires sociaux

11.1 Situation des mandats des membres du Conseil de surveillance

11.1.1 Ratification de la nomination provisoire de deux membres du Conseil de surveillance

Nous vous rappelons la nomination en qualité de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Hugues MEILI et de Monsieur Pascal JANOT, faite à titre provisoire par le Conseil de surveillance lors de sa réunion du 22 décembre 2009 en remplacement respectivement de Monsieur Michel COMETS et de Monsieur Georges PRADEAUX, membres du Conseil de surveillance démissionnaires.

En application des dispositions légales et statutaires, nous vous demandons de bien vouloir ratifier cette décision.

11.1.2 Renouvellement de mandats de membres du Conseil de surveillance.

Les mandats de membres du Conseil de surveillance de Monsieur Jean-Paul BEDOUIN, Vincent BEDOUIN, Nicolas BEDOUIN, Pierre TIERS, Hugues MEILI et Pascal JANOT venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale, nous vous proposons de les renouveler dans leurs fonctions pour une nouvelle période de 3 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée à tenir dans l'année 2013 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2012.

11.2 Situation des mandats des Commissaires aux comptes

Le Directoire a examiné la situation des mandats des Commissaires aux comptes et a constaté qu'aucun mandat n'arrive à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale.

11.3 Rémunération et avantages reçus par les mandataires sociaux

Conformément à l'article L 225-102-1 du code de commerce, nous vous communiquons le montant de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice clos le 30 septembre 2009, aux mandataires sociaux, par la société et les sociétés contrôlées au sens de l'article L 233-16 du code de commerce.

11.3.1 Directoire

Conformément aux recommandations de l'AFEP et du MEDEF, nous vous présentons les informations relatives aux rémunérations des dirigeants mandataires sociaux de la société :

Tableau 1

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social :

Informations données en euros

Septembre 2009

	Exercice 2008	Exercice 2009
Yves KROTOFF Président du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	241 104	221 373
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Jacques GABOURY Membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	131 323	130 402
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Pascal ROUCHET Membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	67337*	171 075
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		204 120
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		

(*) Nomination le 30/06/2008

Tableau 2**Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social**

Informations données en euros

Yves KROTOFF Président du directoire	Exercice 2008		Exercice 2009	
	dus	versés	dus	versés
Rémunération fixe	130 000	130 000	130 000	130 000
Rémunération variable	100 000	100 000	80 000	100 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	11 104	11 104	11 373	11 373
Total	241 104	241 104	221 373	241 373

Jacques GABOURY Membre du directoire	Exercice 2008		Exercice 2009	
	dus	versés	dus	versés
Rémunération fixe	101 433	100 388	110 014	109 237
Rémunération variable	25 000	25 000	15 000	25 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	4 890	4 714	5 388	5 388
Total	131 323	130 102	130 402	139 625

Pascal ROUCHET Membre du directoire	Exercice 2008		Exercice 2009	
	dus	versés	dus	versés
Rémunération fixe	55 897	55 897	132 528	132 528
Rémunération variable	10 000		35 000	10 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	1 440	1 440	3 547	3 547
Total	67 337	57 337	171 075	146 075

Septembre 2009

L'information relative aux montants dus fait référence aux montants provisionnés au titre de l'exercice à la différence des montants versés qui indiquent la part variable octroyée au titre de l'exercice précédent.

Tableau 3 : Jetons de présence

Les dirigeants mandataires sociaux n'ont pas perçu de jetons de présence au cours de l'exercice.

Tableau 4 : Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice

Il a été attribué à Monsieur Pascal Rouchet, membre du directoire, 12 000 options d'achat d'actions au cours de l'exercice.

Tableau 5 : Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice

Il n'a pas été levé d'options de souscription ou d'achat au cours de l'exercice par les dirigeants mandataires sociaux.

Tableau 6 : Actions de performance attribuées et Tableau 7 : Actions de performance disponibles

La société n'a pas attribué d'actions de performance au cours de l'exercice écoulé, ainsi qu'au cours des exercices précédents.

Informations sur les rémunérations versées aux dirigeants mandataires en application de l'article L 225-102-1 du Code de commerce.

Informations données en euros

Nom	Mandat	Fonction	Rémunération Fixe	Rémunération variable	Avantages en nature	Retraite supplémentaire et autres avantages	Total
Yves KROTOFF	Président du Directoire	Président	130 000	100 000	11 373	35 699	277 072
Jacques GABOURY	Membre du Directoire	Directeur activité Télégestion	109 237	25 000	5 388	17 329	156 954
Pascal ROUCHET	Membre du Directoire	Directeur activité Signalisation	132 528	10 000	3 547	20 496	166 571

Nous vous précisons que la société a pris un engagement au bénéfice du Président du Directoire. Il s'agit du versement d'une indemnité, en cas de non renouvellement ou de révocation d'Yves KROTOFF de son mandat de Président du Directoire. Cette indemnité est fixée à un montant correspondant à la rémunération brute totale (fixe et variable) perçue par Mr KROTOFF au cours des dix-huit derniers mois de l'exercice de son mandat.

11.3.2 Conseil de surveillance

Informations données en euros

Nom	Mandat	Fonction	Rémunération Fixe	Rémunération variable	Avantages en nature	Retraite supplémentaire et autres avantages	Jetons de présence	Total
Jean-Paul BEDOUIN	Président du conseil de surveillance	Président	48 000		9 540		3 333	60 873
Nicolas BEDOUIN	Membre du conseil de surveillance	Responsable contrôle interne	55 003	7 000	1 975	6 035	3 333	73 346
Vincent BEDOUIN	Membre du conseil de surveillance	Directeur activité Electronique	110 500	55 000*	3 402	20 767	3 333	193 002
Michel COMETS	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					3 333	3 333
Georges PRADEAUX	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					3 333	3 333
Pierre TIERS	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					3 333	3 333

* la rémunération variable mentionnée correspond au montant versé durant l'exercice étant précisé qu'aucune par variable n'a été octroyée au titre de l'exercice 2008/2009.

Septembre 2009

Nous vous précisons qu'aucun membre du Conseil de surveillance n'est attributaire de stock-options.

11.4 Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce, nous vous présentons ci-dessous la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux.

11.4.1 Directoire

Nom	Mandat	Société
Yves KROTOFF	Administrateur Président Président Président Président Gérant Gérant Président	SA VINILA INVESTISSEMENTS SAS LACROIX ELECTRONIQUE SAS LACROIX SOFREL SAS SIF DU COTEAU SAS LACROIX IV SCI LTI SUD EST LACROIX ELECTRONIQUE TUNISIE SAS LACROIX IV
Pascal ROUCHET	Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Administrateur unique	SAS LACROIX SIGNALISATION SAS LACROIX OCEAN INDIEN SAS LACROIX TRAFIC SAS SAAM SAS KANGOUROU IDF SAS KANGOUROU Nord Pas de Calais SAS KANGOUROU AQUITAINE SAS KANGOUROU PACA SAS KANGOUROU OUEST SAS KANGOUROU ATS SAS KANGOUROU RHONE ALPES SAS KANGOUROU SUD OUEST SAS KANGOUROU NORMANDIE SAS LACROIX CITY SAS LACROIX III NORTE INDUSTRIAL (Espagne)
Jacques GABOURY	Directeur Général	SAS LACROIX SOFREL

11.4.2 Conseil de surveillance

Jean-Paul BEDOUIN	Président Directeur Général Gérant	SA VINILA INVESTISSEMENTS SCI EMERAUDE DEVELOPPEMENT
Michel COMETS	Représentant permanent de SAS SOCIÉTÉ DES SIGNALISATIONS Personne morale administrateur au sein Gérant	SA GERTRUDE SCI COM
Georges PRADEAUX	Néant	
Vincent BEDOUIN	Directeur Général Président	SAS LACROIX ELECTRONIQUE SAS LACROIX ELECTRONIQUE SOLUTIONS
Nicolas BEDOUIN	Néant	
Pierre TIERS	Président Directeur Général Président Gérant Représentant permanent de IPO PLACINVEST	SA IPO SAS IPO INGENIERIE SCI VILLA CAMUS

Septembre 2009

Personne morale administrateur de	SA CIC FINANCE
Représentant permanent de IPO PLACINVEST	
Personne morale administrateur de	SA CIC CAPITAL DEVELOPPEMENT
Représentant permanent de IPO de EFSA	
Personne morale administrateur de	CM CIC SECURITIES
Représentant permanent de IPO SNC SAINT PIERRE	
Personne morale membre du conseil de surveillance	SA BANQUE DE VIZILLE
Représentant permanent de IPO	
Personne morale administrateur de	SAS PAYS DE LOIRE DEVELOPPEMENT
Administrateur	association AFIC
Administrateur	association NAPF

12 Jetons de présence

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale du 18 mars 2009 a fixé à 20 000 euros le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de surveillance pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs jusqu'à une nouvelle décision de l'Assemblée.

Nous vous proposons de ne pas modifier le montant alloué au titre des jetons de présence.

13 Information relative aux opérations sur titre

Conformément à l'article L 621-18-2 du code monétaire et financier et au règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, nous vous communiquons un état récapitulatif des opérations réalisées par les mandataires sociaux de LACROIX SA sur le titre de la société portées à notre connaissance :

Personne concernée	Nature de l'opération	Montant
Membre du Conseil de surveillance	Cession	163 020
Membre du Conseil de surveillance	Cession	163 020
Personne physique liée au Président du Conseil de surveillance	Cession	163 020
Personne morale liée au Président du Conseil de surveillance	Acquisition	489 060

Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux comptes, à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

Le Directoire

Septembre 2009

Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	2004 / 2005	2005 / 2006	2006 / 2007	2007 / 2008	2008 / 2009
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
- Capital social	12 500 000	12 500 000	12 500 000	12 500 000	25 000 000
- Nombre des actions ordinaires existantes	1 255 520	1 255 520	1 255 520	3 766 560	3 766 560
- Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote)					
- Nombre maximal d'actions futures à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
- Chiffre d'affaires hors taxes	1 083 305	1 123 407	1 217 704	1 211 498	1 080 121
- Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 352 345	2 100 151	3 397 588	5 447 858	3 121 646
- Impôts sur les bénéfices	-896 141	-705 700	134 509	99 549	-1 120 677
- Participation des salariés due au titre de l'exercice			5 000	10 000	
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 952 261	-429 336	3 241 388	5 216 274	633 577
- Résultat distribué (1)	1 255 520	2 134 384	2 887 696	2 259 936	1 129 968*
RESULTATS PAR ACTION					
- Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	2	2	3	1	1
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2	0	3	1	0
- Dividende attribué à chaque action	1	2	2	1	0
PERSONNEL					
- Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	4	3	3	2	2
- Montant de la masse salariale de l'exercice	344 485	290 086	328 008	367 879	396 238
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales....)	263 466	246 982	238 088	202 120	174 778

(1) Projet d'affectation de résultat pour 2008/2009

**ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL
PAR LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE**

**ATTESTATION DU RESPONSABLE
ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER**

**Etablie en application des articles 222-3 et 222-4 du Règlement Général
de l'Autorité des Marchés Financiers**

**Monsieur Yves KROTOFF
Président du Directoire**

Atteste

« A ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation.

Le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Yves KROTOFF



RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
RAPPORT GENERAL SUR LES COMPTES
SOCIAUX ET CONSOLIDES

Septembre 2009

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

52, rue Jacques Yves Cousteau
Bâtiment B - BP 743
85018 La Roche sur Yon Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Poitiers

ERNST & YOUNG ET AUTRES

41, rue Ybry

92576 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

LACROIX , S.A.

Exercice clos le 30 septembre 2009

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société LACROIX, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 3.3.1 de l'annexe concernant un litige en cours relatif à une enquête diligentée par la DGCCRF dans la filiale LACROIX Signalisation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 3.2.3 de l'annexe relative aux titres de participations présente les modalités de détermination de la valeur d'inventaire conduisant à la constitution éventuelle d'une provision pour dépréciation. Nous nous sommes assurés de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent. Il en est notamment ainsi de l'évaluation des titres de participation de la société LACROIX Electronique dont les titres sont en partie dépréciés comme mentionné en note 3.3.1.
- Dans le cadre de l'enquête en cours diligentée par la DGCCRF concernant des pratiques anticoncurrentielles des principaux acteurs du marché de la signalisation, la note 3.3.1 de l'annexe expose les motifs de l'absence de provision relative au risque de sanction encouru. Au regard des éléments disponibles à ce jour, nous avons apprécié la conformité de la position retenue aux normes comptables applicables.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

La Roche sur Yon et Neuilly-sur-Seine, le 25 janvier 2010

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Sébastien CAILLAUD

Philippe FOURQUET

Septembre 2009

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

52, rue Jacques Yves Cousteau
Bâtiment B - BP 743
85018 La Roche sur Yon Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Poitiers

ERNST & YOUNG ET AUTRES

41, rue Ybry

92576 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

LACROIX , S.A.

Exercice clos le 30 septembre 2009

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société LACROIX , tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note de 6.2.1 « Principes généraux » de l'annexe qui indique que le Groupe a appliqué par anticipation les normes IFRS 8 « secteurs opérationnels » et IAS 1 révisée « Présentation des états financiers ».
- Un changement de méthode comptable portant sur la reconnaissance des revenus d'une entité de la branche Signalisation tel que décrit en note 7.1. de l'annexe aux comptes consolidés.
- Une correction d'erreur relative à un retraitement de marge en stocks pour un montant de 271 K€ ainsi qu'un retraitement lié à un engagement de rachat d'actions de l'entité Lacroix Sofrel par le Groupe pour un montant de 738 K€ mentionnés dans « L'état de variation des capitaux propres » au renvoi (4).
- La note 8.12.2 qui mentionne un litige en cours relatif à une enquête diligentée par la DGCCRF dans la filiale LACROIX Signalisation.

II. Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 30 septembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de forte perturbation des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Dans le cadre de l'enquête en cours diligentée par la DGCCRF concernant des pratiques anticoncurrentielles des principaux acteurs du marché de la signalisation, la note 8.12.2 de l'annexe expose les motifs de l'absence de provision relative au risque de sanction encouru. Au regard des éléments disponibles à ce jour, nous avons apprécié la conformité de la position retenue aux normes comptables applicables.
- S'agissant des goodwill, nous avons apprécié les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation et examiné les données et hypothèses utilisées. Nous avons également revu les calculs effectués par votre société et vérifié que les notes 6.4.4 et 8.1 aux états financiers donnent une information appropriée sur la valorisation des UGT et la dépréciation constatée sur la branche électronique.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

La Roche sur Yon et Neuilly-sur-Seine, le 25 janvier 2010

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Sébastien CAILLAUD

Philippe FOURQUET